

Avril - Mai - Juin 2011

Réalisée du 20 avril au 5 mai 2011

Vague 42

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



- FIDUCIAL est le leader des services pluridisciplinaires aux petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs. La mise en commun des savoir-faire au sein de FIDUCIAL lui ont permis d'acquérir une expertise complète dans les métiers du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, du conseil financier et de l'informatique. Elle propose aussi un ensemble de produits et de services pour le monde du bureau.
- FIDUCIAL est présente dans **78 pays** et compte plus de **12 900 collaborateurs** avec un chiffre d'affaires en 2010 de 1,495 milliard de dollars. En France, ses 580 agences réalisent un chiffre d'affaires de 701 millions d'euros auprès de **200 000 clients**.
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

Sommaire

▪ Poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Principaux enseignements	7
▪ Le moral et la situation financière des patrons de TPE	15
▪ L'emploi dans les TPE	24
▪ Les TPE et la fiscalité	31
▪ L'élection présidentielle	59
▪ Méthodologie	68
▪ Échantillon	69

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(*) Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)

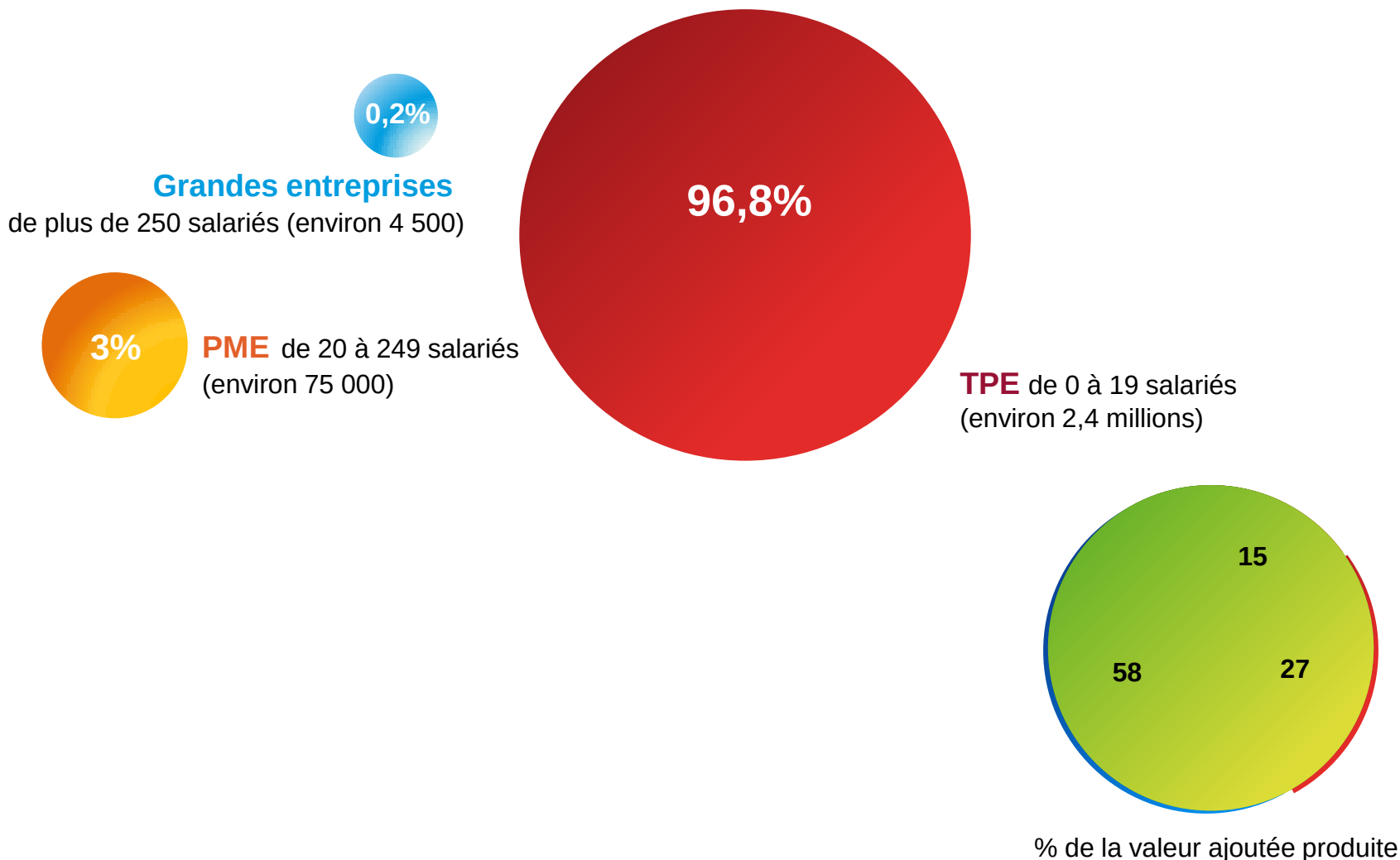


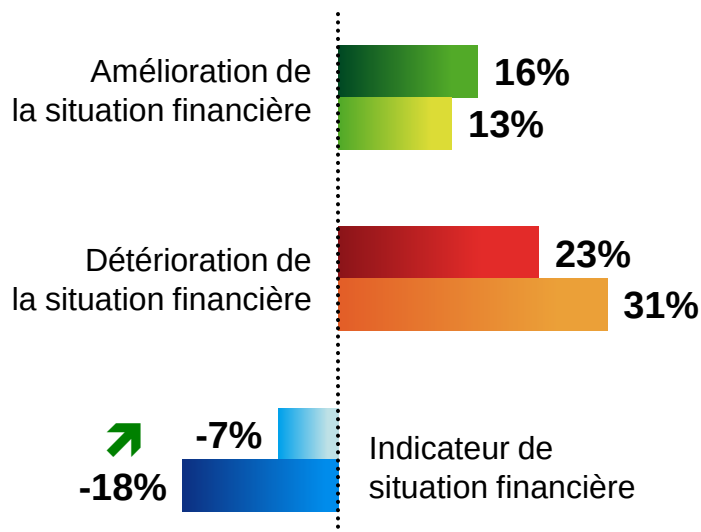
Tableau de bord

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Moral, situation financière et emploi dans les TPE

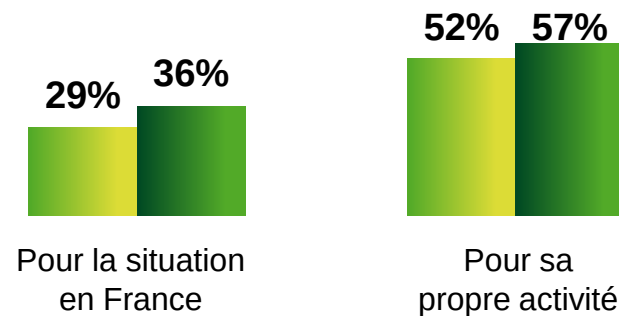
Situation financière sur les trois derniers mois



Avril 2011

Rappel février 2011

Niveau d'optimisme



Création nette d'emplois

Réalisation du 4^{ème} trimestre 2010

+4

Prévision pour le 1^{er} trimestre 2011

+1

Réalisation du 1^{er} trimestre 2011

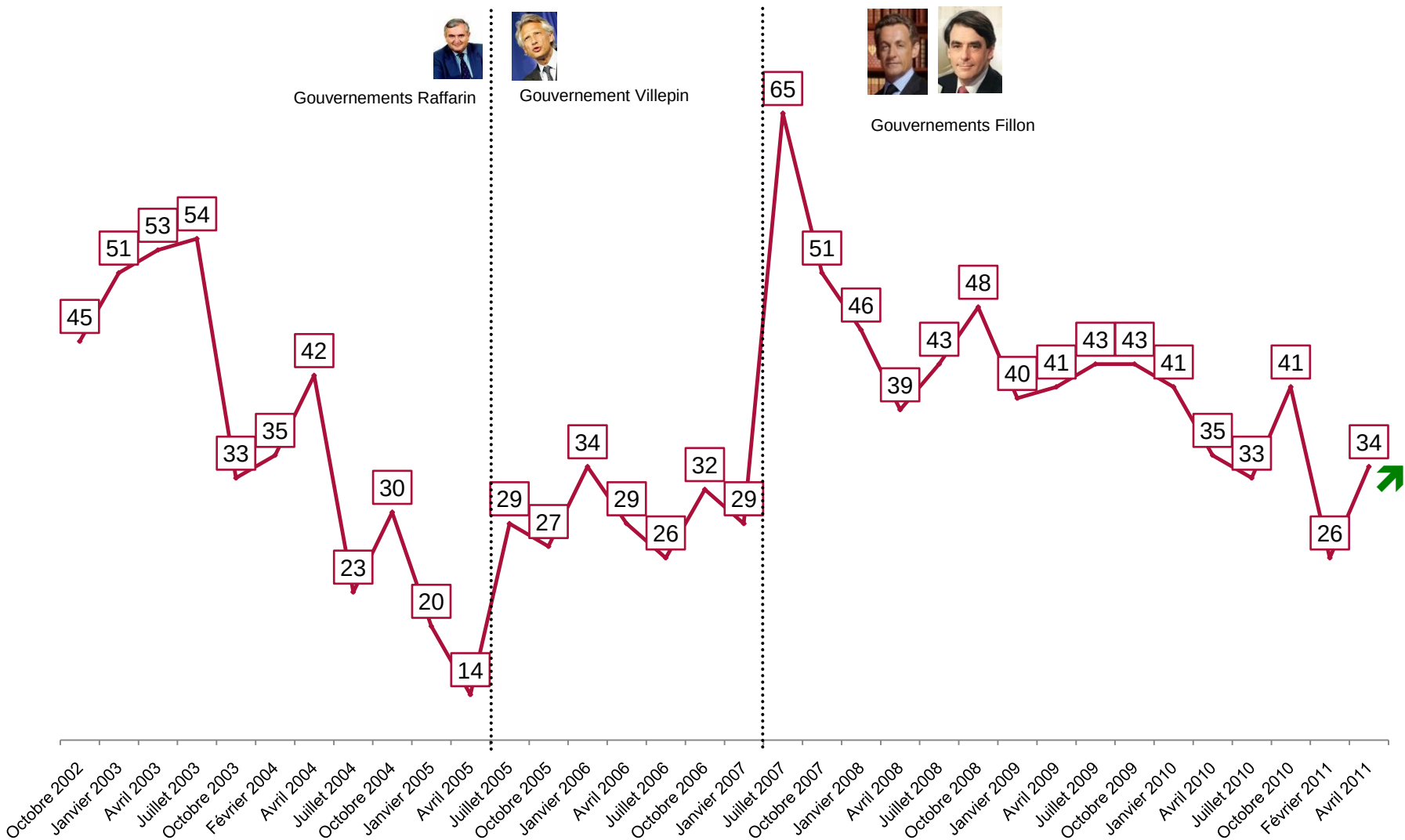
0

Prévision pour le 2^{ème} trimestre 2011

+0,5

Base ensemble des TPE : 100% = 1 007 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



% de bonne opinion

Base : ensemble des TPE

Principaux enseignements

Un net regain d'optimisme favorisé par une moindre fragilité financière

Le niveau d'optimisme des TPE sur la situation en France progresse fortement par rapport au mois de janvier (36%, +7 points) et de façon plus marquée pour les secteurs des services aux entreprises (47%) et du BTP (52%). De ce fait, les dirigeants interrogés se montrent aussi sensiblement plus positifs sur leur propre situation (57%, +5 points).

Cette perception générale plus favorable du contexte conjoncturel est vraisemblablement liée à **une amélioration perçue des finances des TPE** : si l'indice de situation financière de ces trois derniers mois reste négatif (-7%), il connaît une nette embellie par rapport au trimestre dernier (-18%) et se situe à un niveau qui n'avait pas été observé depuis 2007. De la même manière, le pronostic pour les trois prochains mois atteint son niveau le plus élevé depuis ces 4 dernières années (14%, +6 points en 3 mois).

Corollaire de l'amélioration relative de ces indicateurs, **les patrons de TPE sont moins nombreux à juger leur situation préoccupante** (28%, soit -5 points par rapport au mois de janvier 2011 et -12 points par rapport au pic d'avril 2010). On constate cependant à ce sujet une plus grande fragilité des secteurs des services aux entreprises (35%) et de l'hôtellerie (42%). La situation de trésorerie des TPE pour les trois mois à venir tend elle aussi à évoluer positivement (76% estiment qu'elle devrait se maintenir ou s'améliorer contre 71% au mois de janvier).

L'évolution prévue des recettes et des ventes s'avère toujours limitée mais demeure positive (+0,6%, soit sensiblement le même niveau que celui enregistré lors des deux précédentes vagues). Ce pronostic s'avère en léger retrait pour l'industrie (+0,1%), tandis qu'il est plus favorable pour les services aux entreprises (+1%) et surtout le BTP (+1,2%).

Dans ce contexte, **les demandes de crédit se développent, atteignant leur niveau le plus élevé depuis janvier 2009** (33%, +9 points en 3 mois). Elles s'accompagnent d'une augmentation des mesures de durcissement par les établissements bancaires (62%, +11 points depuis le mois de janvier), et notamment des demandes de garanties supplémentaires (32%, +19 points), des refus (30%, +8 points) et de l'octroi d'un prêt contre des conditions de taux jugées élevées (20%, +11 points).

Notons néanmoins que sur l'ensemble des TPE, 22% seulement déclarent avoir subi un durcissement d'accès au crédit ces derniers mois, soit un taux stable depuis octobre dernier, et ce malgré la légère remontée des taux d'intérêt.

Pas de signe d'une véritable reprise sur le marché de l'emploi

Sur le front de l'emploi, le premier semestre 2011 est marqué par une certaine atonie : les créations nettes ont été nulles de janvier à mars et devraient se situer à +0,5% d'ici l'été. Ce constat masque cependant des disparités sectorielles fortes : ainsi, l'industrie a été plus dynamique que les autres secteurs sur les 3 derniers mois (+2%), au contraire du commerce (-3%). Les services aux particuliers ont créé des emplois (+2%), mais prévoient de nombreuses suppressions au cours des trois mois à venir (-6%). On relève des perspectives plus favorables d'ici fin juin pour le BTP (+9%) et l'hôtellerie (+14%).

Ces scores globaux apparaissent révélateurs d'**une attitude de prudence de la part des TPE, toujours étroitement corrélée à l'évolution des ventes**, qui se confirme par le nombre moyen assez faible des embauches réalisées ou prévues : 1,5 personne pour le 1^{er} trimestre et 1,3 personne pour la période allant d'avril à juin.

S'agissant des embauches réalisées depuis janvier, on constate comme traditionnellement à cette période de l'année un recours marginal aux contrats d'apprentissage (1% contre 14% en octobre 2010) et qui se reporte principalement sur les CDI (54%, +17 points par rapport à la précédente vague d'enquête).

De façon logique, la proportion de CDI parmi les créations de postes progresse elle aussi, passant de 34% à 49%. Les suppressions de poste portent quant à elles essentiellement sur des postes en CDI (dans 77% des cas) : on constate à ce titre un recours légèrement plus élevé aux ruptures à l'amiable (41%, +7 points), tandis que les licenciements reculent (30%, -8 points).

Une critique majoritaire de la politique fiscale menée depuis 2007

La confiance dans le gouvernement, bien que toujours minoritaire, progresse ce trimestre (34%, +8 points), suivant la même tendance que l'optimisme à l'égard de la situation économique. Pour autant, les patrons de TPE n'ont pas le sentiment que leurs préoccupations sont mieux prises en compte par celui-ci (24%, à nouveau en recul : -3 points en 6 mois).

Ce scepticisme à l'égard de l'action gouvernementale se vérifie à propos des réformes fiscales entreprises depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. Ainsi, seule une minorité des dirigeants interrogée porte un regard positif sur la politique fiscale menée depuis 2007 (39% au global, mais quand même 51% dans l'industrie) et seuls 34% estiment que celle-ci est conforme aux ambitions affirmées par le président de la République au début de son mandat (45% dans l'industrie). Ambitions contrariées, il est vrai, par la crise financière et économique de 2008-2009.

Le rejet majoritaire des mesures adoptées depuis quatre ans s'explique en particulier par leur impact jugé négatif sur le pouvoir d'achat et la consommation des ménages (60% contre 11% seulement qui soulignent des effets positifs) **ainsi que sur l'endettement public** (60% contre 18% seulement qui soulignent des effets positifs). La moitié des TPE estime également que les actions du gouvernement en matière de fiscalité ont fait obstacle à la croissance des petites entreprises (53%) et de l'économie française en général (51%) ainsi que, dans une moindre mesure, à l'emploi (47%).

D'une manière générale, les TPE expriment **une vision très critique du système fiscal français**, lequel se caractérise selon eux par son inadaptation aux spécificités des petites entreprises (86%), les difficultés de compréhension qu'il suscite (81%), ainsi qu'un manque d'équité (80%) et d'efficacité (75%) massivement mis en exergue. De plus, près des deux tiers des TPE soulignent son archaïsme (61%) et une courte majorité estime qu'il s'agit d'un système confiscatoire (53%). En conséquence, une très faible proportion des TPE déclare que la fiscalité française est compétitive, que ce soit sur le plan européen (28%) ou international (22%).

Cette absence d'attractivité par rapport aux autres pays conduit 77% des patrons interviewés à demander un allègement significatif de la fiscalité pour empêcher les expatriations fiscales. A ce titre, on relève que près d'un quart d'entre eux (23%), soit une proportion certes minoritaire mais non négligeable, a déjà envisagé de quitter la France pour échapper au poids des impôts (-6 points toutefois par rapport à janvier 2007). Dans ce domaine, ils se montrent réservés sur la capacité du gouvernement à empêcher les exils des concitoyens vers des pays européens à fiscalité moins forte (47%). Le projet de taxer lourdement les personnes qui quittent le territoire n'apparaît comme une solution véritablement efficace qu'à 11% d'entre eux, même si 57% se disent favorables à l'instauration d'une « exit tax ».

Un souhait de transformation important du système fiscal, auquel ne répond pas la réforme du gouvernement

Corollaire des jugements négatifs formulés à l'encontre du système fiscal français, les TPE expriment presque unanimement le souhait d'une vraie réforme de la fiscalité (93%, dont 61% estiment une telle réforme « tout à fait » nécessaire). Cette évolution doit selon eux passer en premier lieu par davantage d'équité dans le système de taxation, à la fois par un rééquilibrage de la fiscalité entre particuliers et entreprises (40%) et entre travail et patrimoine (38%). A ce sujet, 69% des TPE trouvent inéquitable que seul un foyer français sur deux paie l'impôt sur le revenu. Autre dimension importante de la réforme, 40% des TPE sont en demande d'une simplification du formalisme fiscal. Témoignant de la **nécessité d'agir sur l'ensemble des caractéristiques du système fiscal**, les autres éléments testés émergent également à des niveaux importants : 32% attendent une baisse significative des impôts et 28% une suppression des niches fiscales. Seule la clarification entre la fiscalité décidée par l'Etat et celle décidée par les collectivités locales apparaît comparativement d'une importance moindre (20%).

Au regard de ces attentes, la réforme proposée par le gouvernement suscite des réactions mitigées. Moins d'une TPE sur deux (44%) estime qu'elle est conforme aux ambitions affirmées par le président de la République en début d'année et 26% seulement mettent en exergue des qualités pour la qualifier (13% la jugent équilibrée et 13% courageuse). Dès lors, domine le sentiment d'une réforme purement électoraliste (34%) et qui ne résout rien (24%). Dans une proportion moindre, 16% déclarent qu'elle privilégie les riches.

Dans le détail, **les mesures annoncées ou mises en place font néanmoins l'objet d'une approbation majoritaire, celle-ci étant plus particulièrement marquée en ce qui concerne le relèvement du seuil d'entrée de l'ISF à 1,3 millions d'euros (66%)**. 29% auraient même souhaité relever encore ce seuil, même si pour la plus grande part d'entre elles, les TPE auraient préféré le maintenir tel qu'il était (48%). La suppression du bouclier fiscal (61%) et celle, dans le cadre des donations, des avantages accordés aux donateurs de moins de 70 ans et de moins de 80 ans (60%) recueillent également des scores d'adhésion élevés, malgré un socle de rejet qu'il convient de ne pas négliger (respectivement 14% et 18% de « tout à fait défavorables »).

Au global, vraisemblablement du fait d'une envergure perçue comme assez limitée, **64% des TPE estiment que la réforme ne se situe dans aucune logique politique marquée**, tandis que 33% déclarent qu'elle relève d'une logique politique de droite et 3% d'une logique de gauche. A ce propos, la droite apparaît d'une manière générale comme la plus susceptible de réformer la fiscalité, malgré un score minoritaire (39%), 24% faisant davantage confiance à la gauche et 12% au centre, tandis que 24% estiment qu'aucun parti n'est bien positionné pour réformer le système actuel.

Des incitations fiscales ciblées plébiscitées, mais qui favoriseraient davantage les investissements et les salaires que les prix de vente

Si les patrons de TPE sont nombreux à appeler de leurs vœux une transformation du système fiscal, passant notamment par une baisse d'impôts, **seule une courte majorité des employeurs se déclare disposée à répercuter une éventuelle baisse des cotisations sociales sur ses prix de vente (58%)**. En revanche, **ils se montrent logiquement plus disposés à augmenter les salaires de leurs salariés (94%, dont 31% déclarent qu'ils imputeraient intégralement la baisse sur les salaires de leurs collaborateurs)**.

Le poids des charges sociales patronales constitue un axe d'action prioritaire en matière de fiscalité, puisqu'il s'agit, pour les employeurs, de l'obstacle ayant le plus d'importance pour leur entreprise (respectivement 94% si l'on considère l'ensemble des niveaux de salaire et 84% si l'on considère uniquement les bas salaires). Il devance ainsi le niveau de l'impôt sur les sociétés (79% auprès des entreprises qui y sont soumises), ainsi que les aspects liés aux procédures fiscales, à savoir la complexité administrative des déclarations (75%) et les difficultés à comprendre la réglementation fiscale (71%).

Au-delà de ces dimensions touchant spécifiquement les entreprises, les dirigeants interrogés identifient les taxes sur les carburants comme l'impôt à réduire en priorité (59%), avant l'impôt sur le revenu (39%), la CSG (35%) ou les impôts locaux (30%).

A l'inverse, si 71% estiment qu'il n'est pas nécessaire d'augmenter les impôts pour réduire l'endettement et les déficits publics, ils expriment leur préférence, dans le cas d'une nouvelle hausse de la fiscalité, pour faire porter celle-ci en priorité sur l'ISF (74%) et les impôts sur les plus-values (58%). Notons que **malgré la possibilité perçue d'une amélioration des finances publiques à taux d'imposition constant, 81% des TPE estiment que le gouvernement issu de l'élection présidentielle de 2012 augmentera les impôts**.

Dans ce cadre, les propositions de campagne en matière de fiscalité suscitent des réactions contrastées. On relève aussi une **très large approbation de la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés sur les résultats réinvestis dans l'entreprise (87%) et d'une taxation minimale des profits des grandes entreprises internationales (81%)**. A un niveau certes inférieur mais qui reste important, 68% approuvent la suppression des exonérations de plus-values pour permettre une baisse de l'IR ou de la CSG, 62% la suppression de l'exonération de cotisations sociales des heures supplémentaires et 61% la fusion entre l'IR et la CSG pour créer une imposition selon un barème progressif. L'accueil s'avère plus mitigé pour la fusion entre l'IR et la CSG, remplacé par une imposition selon un barème fixe (51%), la création d'un taux de TVA intermédiaire (51%), ainsi que la suppression des exonérations de plus-values (47%). Enfin, **seul un tiers des TPE se dit favorable à l'augmentation des impôts ciblée sur la consommation pour financer une baisse des impôts sur la production (34%) et sur la TVA sociale (34%)**.

Pouvoir d'achat, avenir du modèle social et leviers pour la croissance sont au cœur des enjeux présidentiels pour une majorité de TPE

L'intérêt des TPE pour l'élection présidentielle du printemps 2012 se maintient à un niveau élevé et progresse légèrement ce trimestre (64%, +2 points), plus d'un quart des interviewés se déclarant « très intéressé » par la perspective de ce rendez-vous politique (27%).

Invités à indiquer les domaines d'action prioritaires et pour lesquels elles attendent des propositions concrètes de la part des candidats en 2012, les TPE citent principalement des enjeux socio-économiques. Le pouvoir d'achat et les salaires (39% de citations) devancent de peu l'avenir du modèle social français (37%) et les leviers pour la croissance économique (34%).

Les domaines sociétaux obtiennent eux aussi des scores non négligeables, et notamment la maîtrise de l'immigration (30%), la protection de l'environnement (29%) ainsi que de l'éducation et de la recherche (25%).

D'autres sujets, pourtant très présents sur l'agenda médiatique au cours des derniers mois, recueillent des taux de citations nettement moins élevés. Par exemple, la défense de la laïcité (12%) et l'indépendance énergétique du pays (8%) figurent dans les derniers du classement.

Les scores de potentiel électoral mesurés pour différentes personnalités politiques témoignent globalement d'une relative stabilité d'un trimestre à l'autre*. Quelques évolutions significatives méritent toutefois d'être signalées mais elles devront être confirmées lors des prochaines mesures.

Avec 40% des dirigeants de TPE susceptibles de voter pour lui, **Nicolas Sarkozy enregistre un potentiel électoral en progression de cinq points.**

A l'inverse, **deux personnalités enregistrent une baisse sensible**, passant ainsi sur le seuil symbolique des 20% : **Dominique de Villepin** (16%, -4 points) et **Martine Aubry** (15%, -5 points).

Signalons enfin les scores de **Jean-Louis Borloo** et **Nicolas Hulot**, lesquels ont manifesté ces dernières semaines leur vif intérêt pour le scrutin présidentiel. Dans le détail, **28% des patrons de TPE** (+2 points) **affirment qu'ils pourraient voter pour l'ancien ministre** de l'écologie et du développement durable. 19% (+2 points) expriment la même intention au sujet de Nicolas Hulot.

* Potentiel électoral mesuré avant l'arrestation de Dominique Strauss-Kahn

Une majorité relative de TPE souhaite la victoire de la droite mais le centre apparaît d'ores-et-déjà en position d'arbitre

Près du tiers des TPE interrogé (32%) affirme souhaiter plutôt la victoire de la droite à l'issue de la prochaine élection présidentielle, un peu plus d'un cinquième exprimant une préférence pour la gauche (21%). Avec 12% des préférences exprimées, le centre apparaît comme la troisième force politique et se positionne comme arbitre du prochain scrutin. Quant aux extrêmes, ils recueillent des scores marginaux, respectivement 2% et 4% pour l'extrême gauche et l'extrême droite. Enfin, à moins de 52 semaines de l'élection, près de trois patrons de TPE sur dix ne se prononcent pas (29%), ce qui témoigne de l'existence d'un vaste vivier électoral à capter par les forces politiques en présence.

Le Front national peine à convaincre les TPE de sa capacité à diriger l'Etat français. Interrogés sur ce sujet très présent sur les agendas politiques et médiatiques ces dernières semaines en raison de la dynamique électorale dont semble bénéficier Marine Le Pen et sa formation, les dirigeants de TPE répondent massivement par la négative (80%), une majorité allant jusqu'à déclarer ne pas faire « du tout confiance » à la formation d'extrême droite (57%). Seuls 19% répondent par la positive, ce score s'élevant toutefois à 27% dans le secteur de l'hôtellerie.

Il faut dire que la figure du politique pâtit d'un discrédit certain au sein de l'opinion publique, y compris parmi les TPE. Ce phénomène est notamment illustré par la croyance, majoritairement partagée par les interviewés, selon laquelle un candidat issu de la société civile serait plus efficace qu'un candidat issu du monde politique pour redresser l'économie française et les finances de l'Etat (65% contre 35% exprimant un avis opposé).

La défiance à l'encontre du politique n'induit pas pour autant un rejet des principales institutions de l'Etat. A cet égard, il est particulièrement frappant de constater que **86% des TPE se déclarent défavorables à la suppression du poste de Premier ministre.**

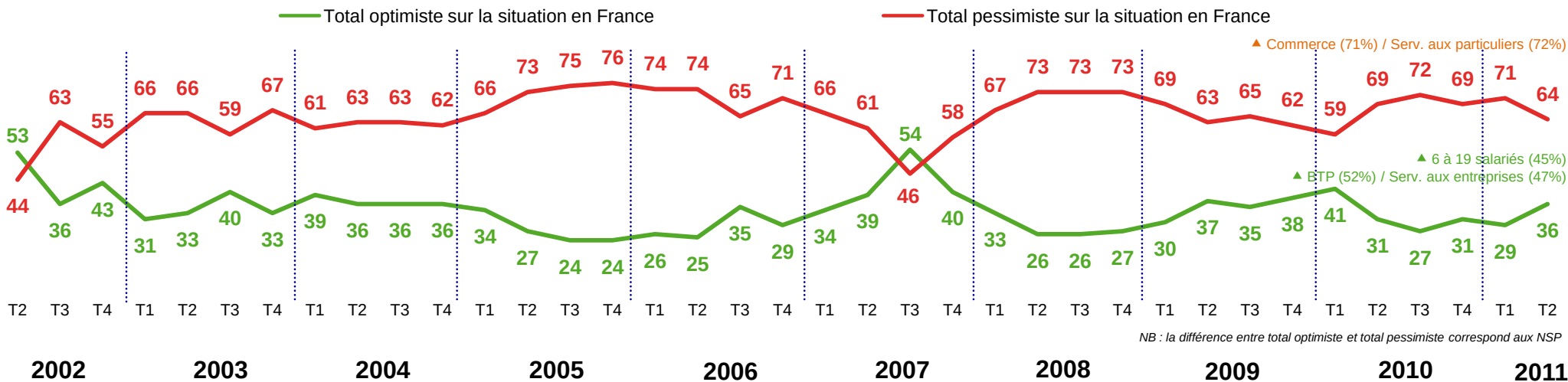
Le moral et la situation financière des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

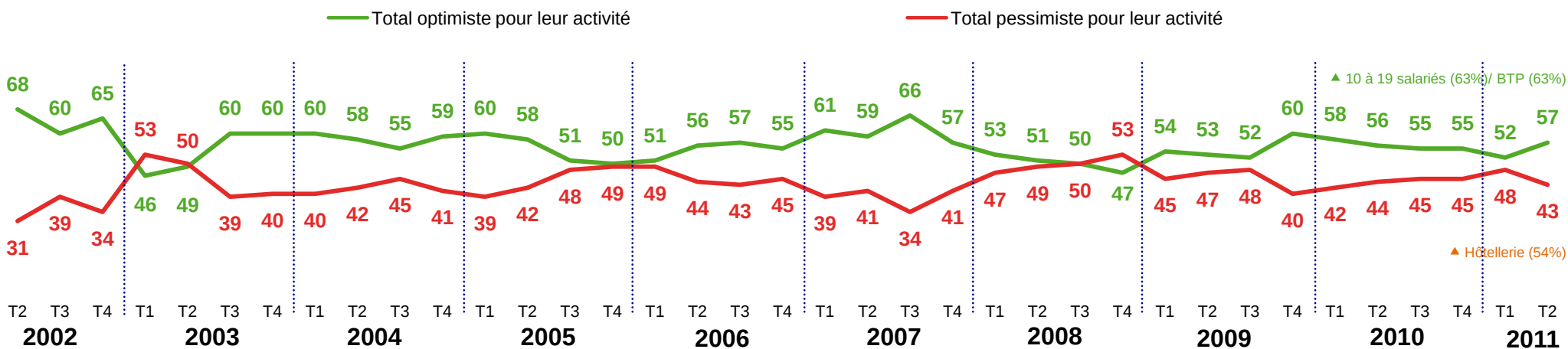
Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

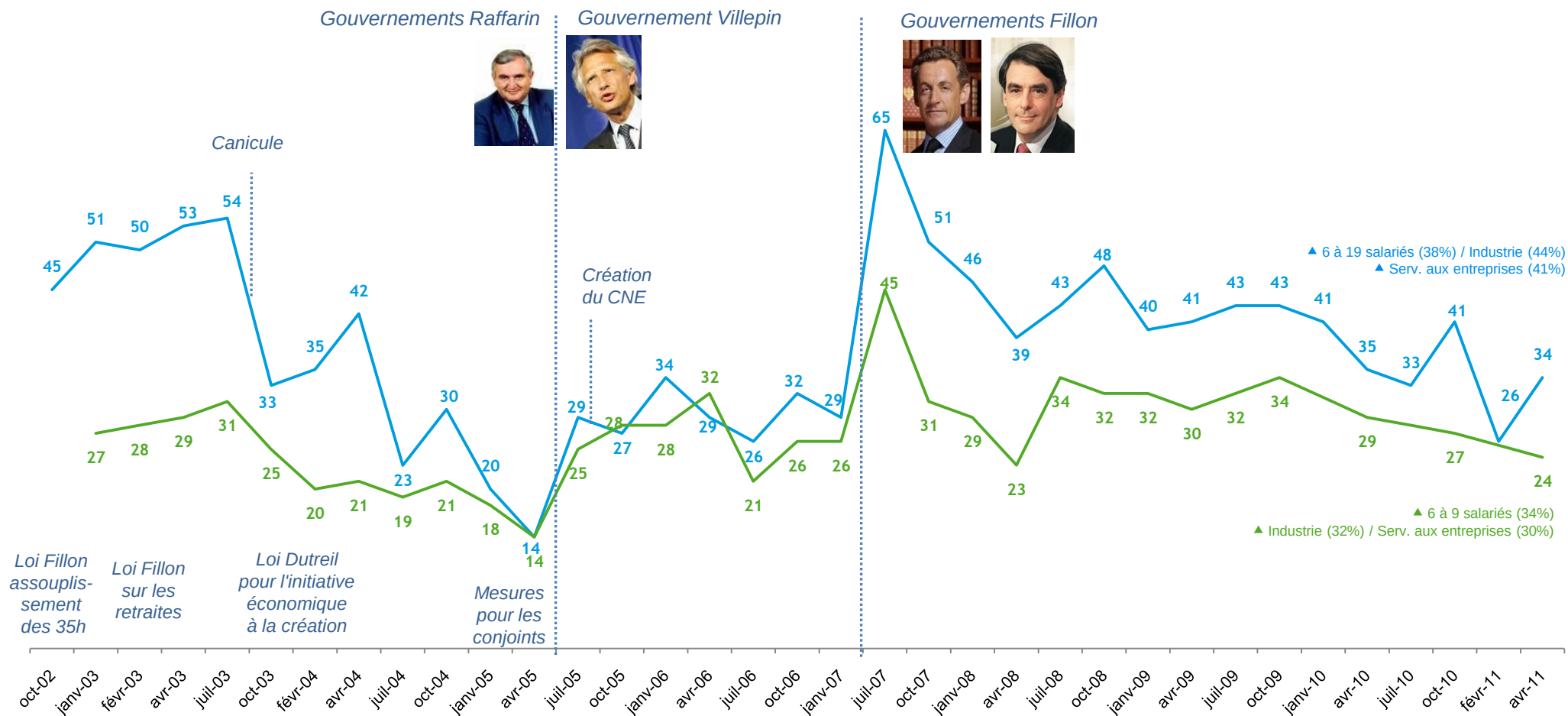
Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

A propos des mesures / actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement, diriez-vous qu'elles inspirent confiance tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance ?

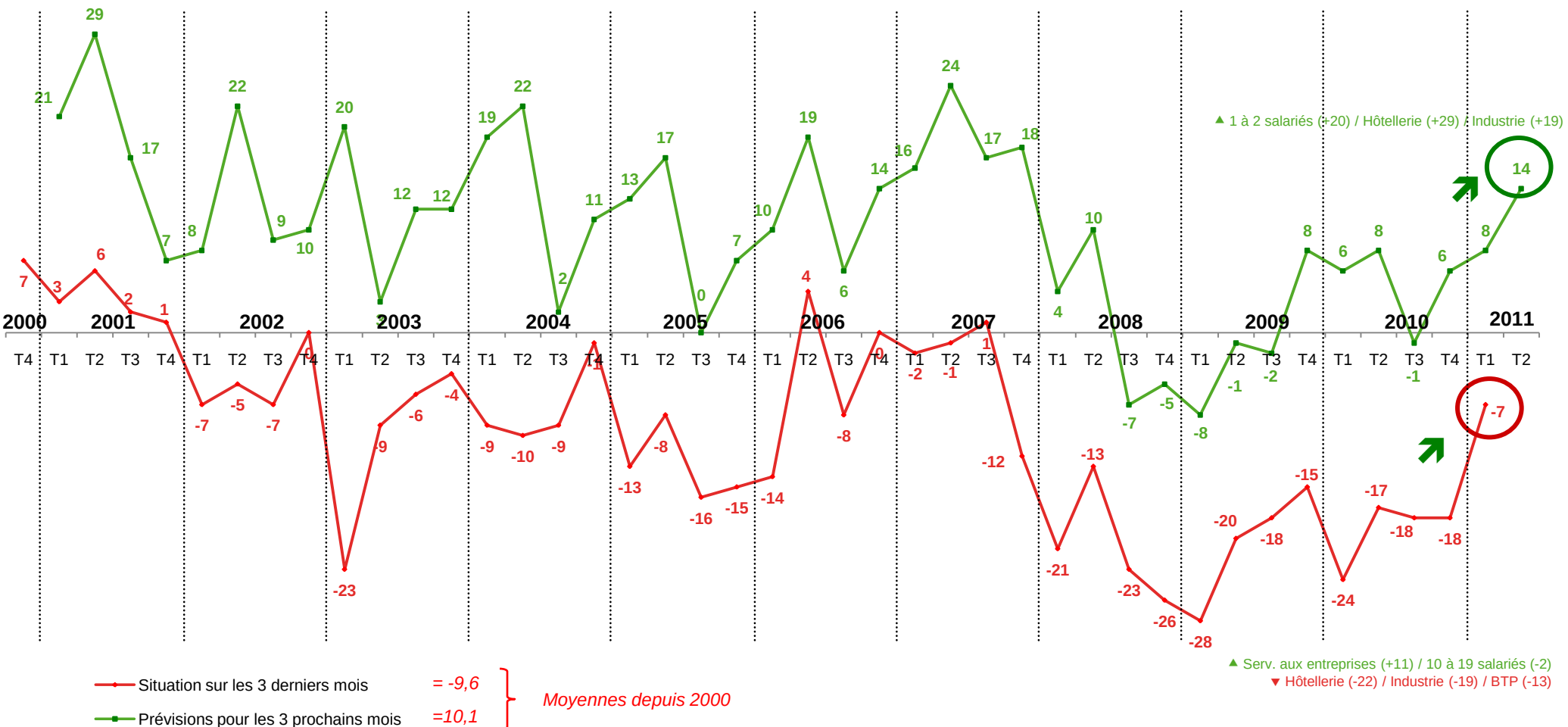
- Inspirent confiance d'une manière générale
- Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise



(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question 1 Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Question 2 Au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?



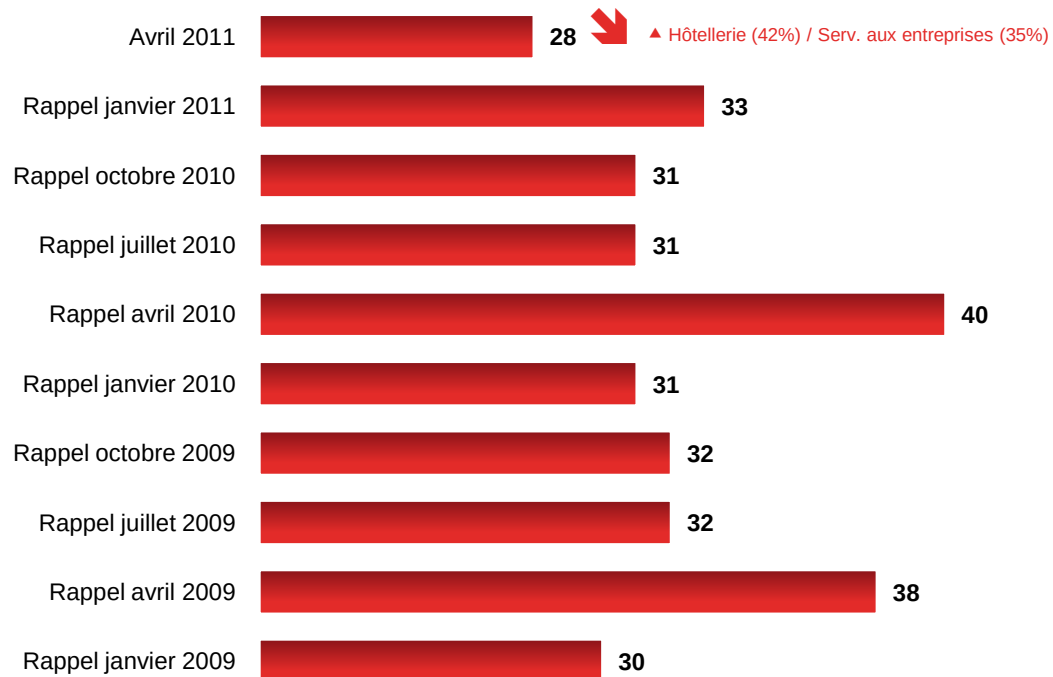
Base : ensemble des TPE

Le niveau de préoccupation des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



Plus d'une TPE sur quatre reste préoccupée par sa situation financière, mais ce score est en nette diminution (-5 points), à son niveau le plus bas depuis janvier 2009.

Base : ensemble des TPE

L'évolution des recettes dans les trois prochains mois

Question

Pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, vous envisagez plutôt... ?

Moyenne avril 2011 : +0,6%

Rappel moyenne février 2011 : +0,4%

Rappel moyenne octobre 2010 : +0,5%

Rappel moyenne juillet 2010 : -3,2%

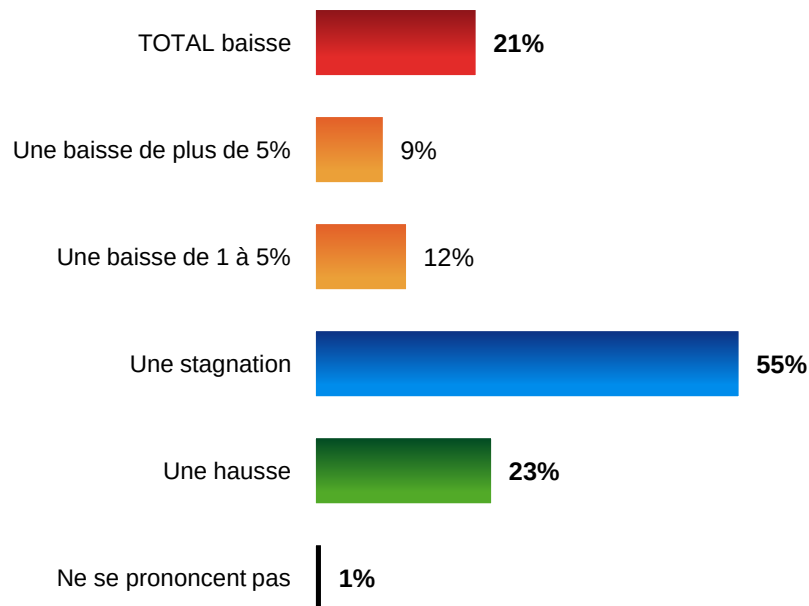
Rappel moyenne avril 2010 : -1,1%

Rappel moyenne janvier 2010 : -0,4%

Rappel moyenne octobre 2009 : -1,2%

▲ 10 à 19 salariés (+1,7%) / BTP (+1,2%) / Serv. aux entreprises (+1%)

▼ 3 à 5 salariés (-0,6%) / Industrie (+0,1%)



En % de l'ensemble des TPE

Rappel janvier 2011	Rappel octobre 2010	Rappel juillet 2010	Rappel avril 2010	Rappel janvier 2010	Rappel octobre 2009
20%	21%	33%	28%	27%	30%
6%	8%	16%	13%	14%	18%
14%	13%	17%	15%	13%	12%
58%	61%	54%	53%	49%	52%
21%	17%	11%	18%	23%	18%
1%	-	-	-	-	-

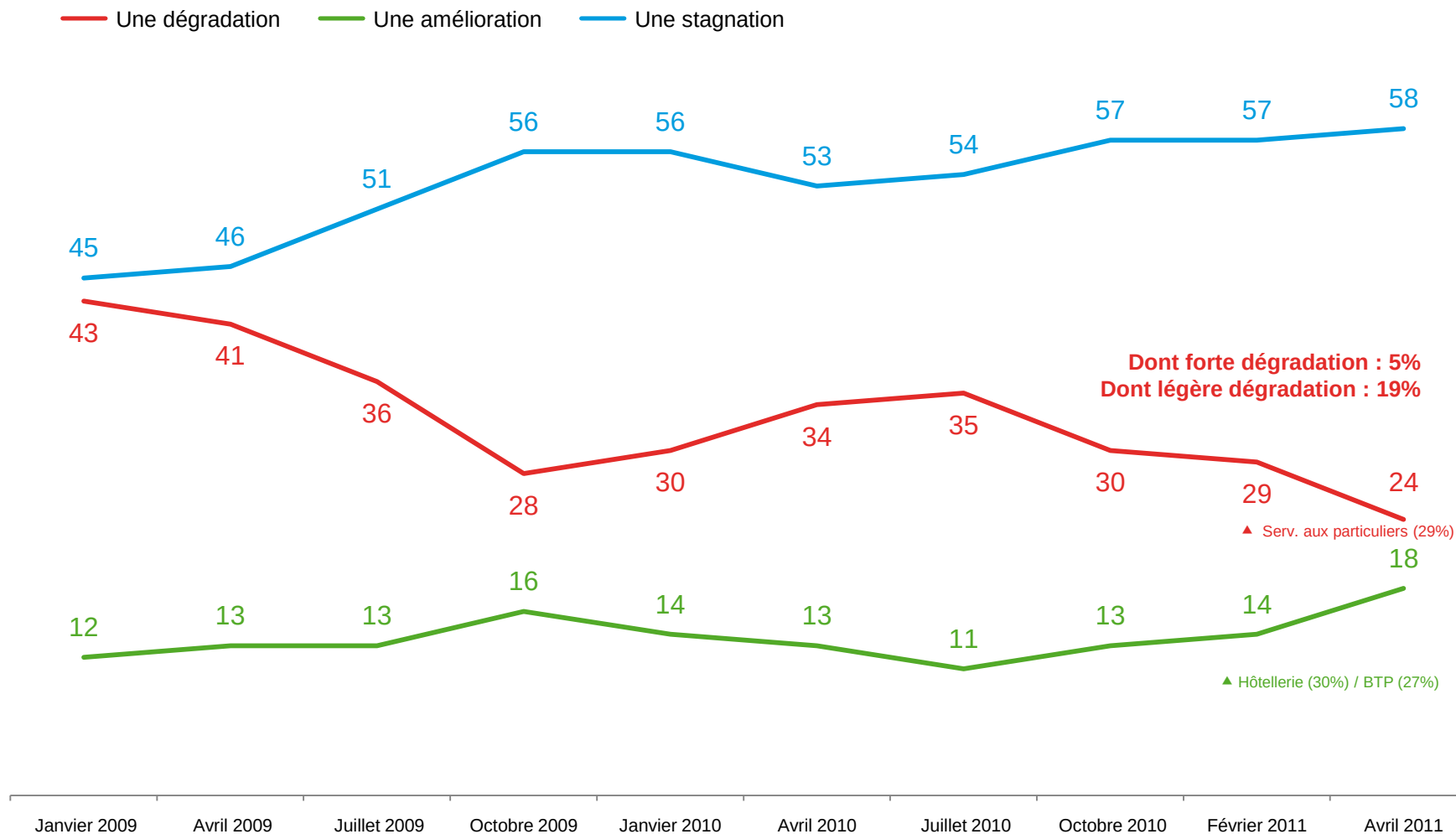
Les patrons de TPE anticipent toujours une progression de leurs recettes et de leurs ventes, mais à un niveau qui reste faible pour le troisième trimestre consécutif.

Base : ensemble des TPE

L'évolution de la situation de trésorerie dans les trois prochains mois

Question

Et toujours pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous... ?



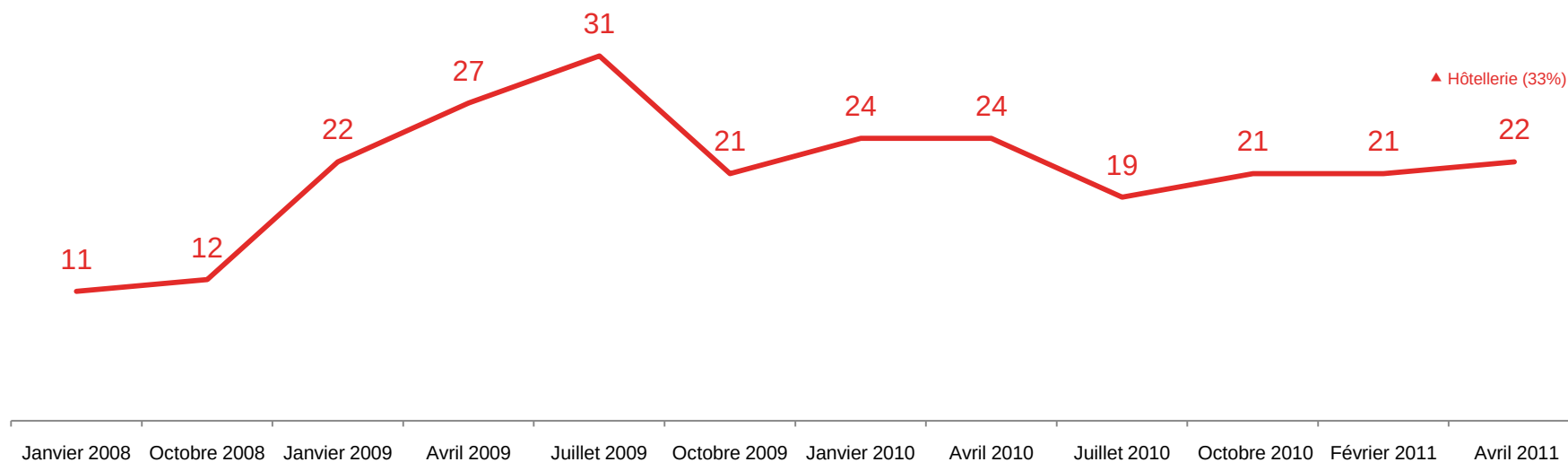
Base : ensemble des TPE

Le durcissement des conditions d'accès au crédit des TPE

Question

Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ?

Récapitulatif : Oui

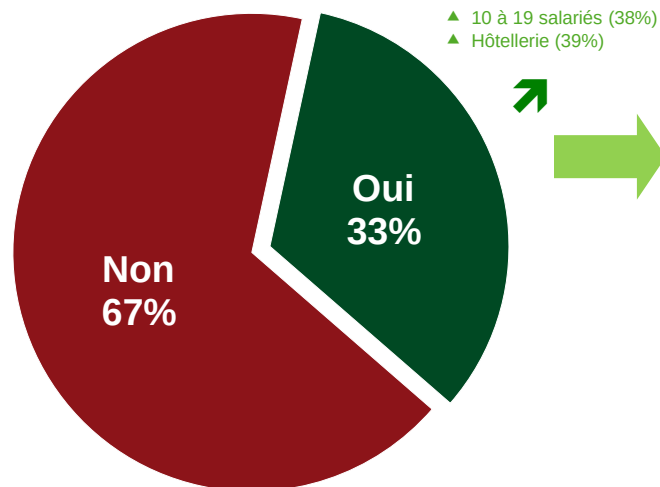


Base : ensemble des TPE

Les demandes de financement des TPE

Question

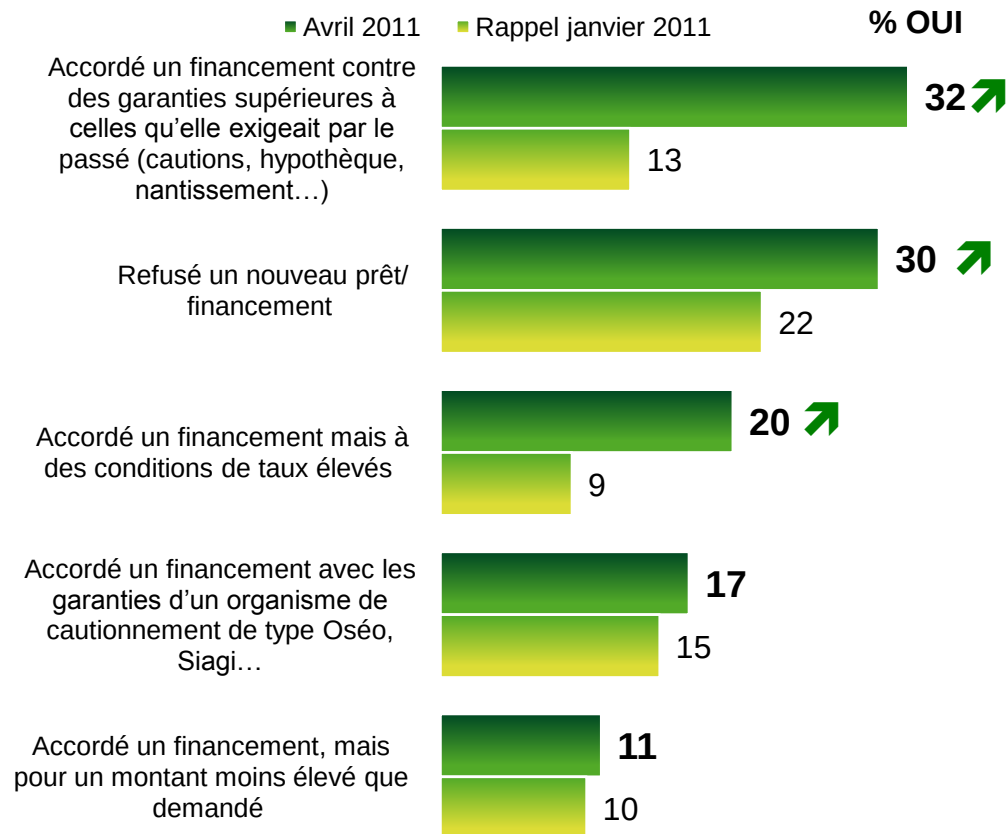
Avez-vous récemment fait une demande de financement auprès de votre banque ?



Rappel janvier 2011 : 24%
 Rappel octobre 2010 : 27%
 Rappel juillet 2010 : 22%
 Rappel avril 2010 : 28%
 Rappel janvier 2010 : 29%
 Rappel octobre 2009 : 25%
 Rappel juillet 2009 : 28%
 Rappel avril 2009 : 26%
 Rappel janvier 2009 : 28%

Question

(si demande de financement auprès de sa banque)
 Votre banque vous a-t-elle récemment... ?



Au moins une mesure de durcissement : 62%

Rappel « Au moins une mesure de durcissement » janvier 2011 : 51%
 Rappel « Au moins une mesure de durcissement » octobre 2010 : 59%

▲ Industrie (68%) / Commerce (68%)

Base : ensemble des TPE

Base : question posée aux patrons de TPE ayant fait récemment une demande de financement auprès de leur banque

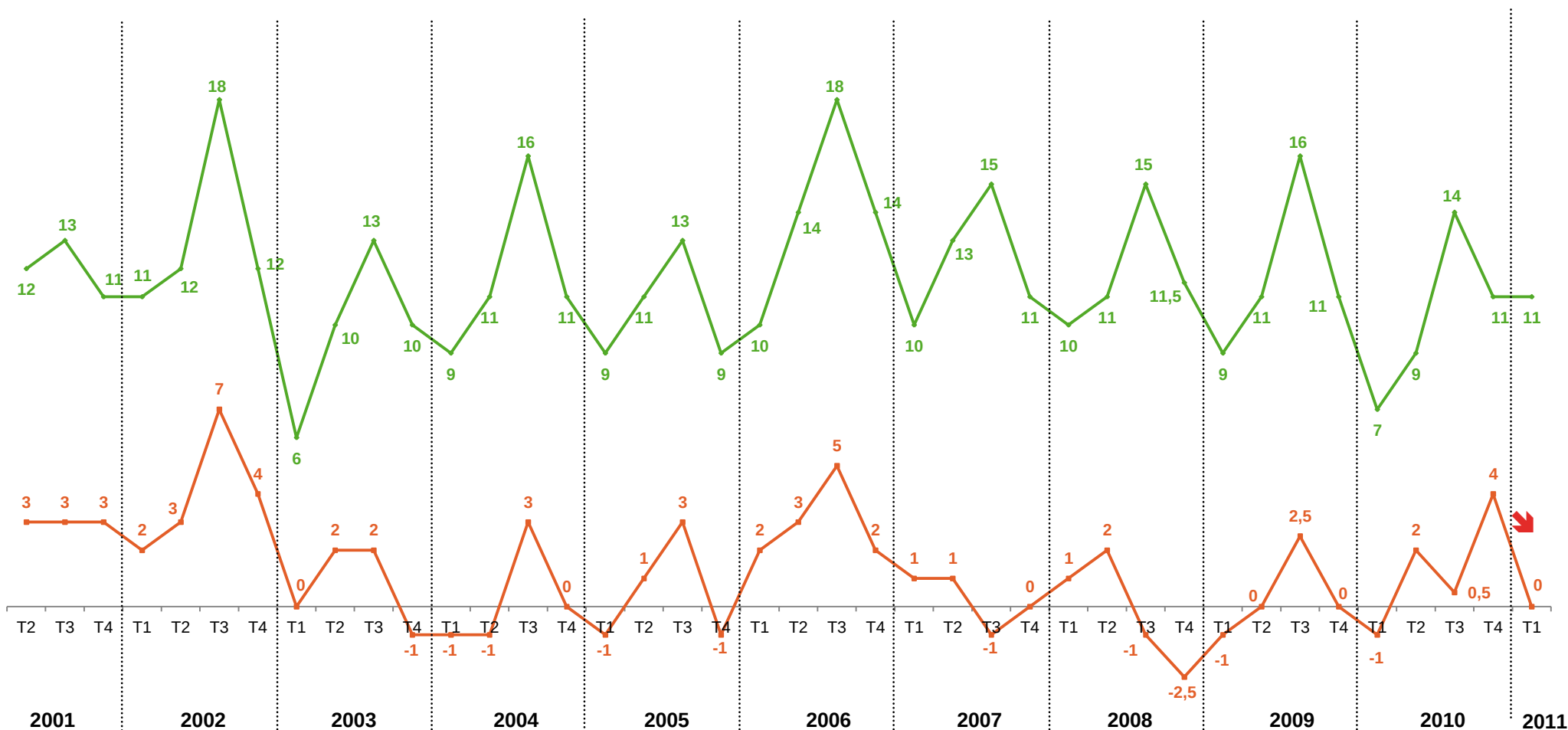
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

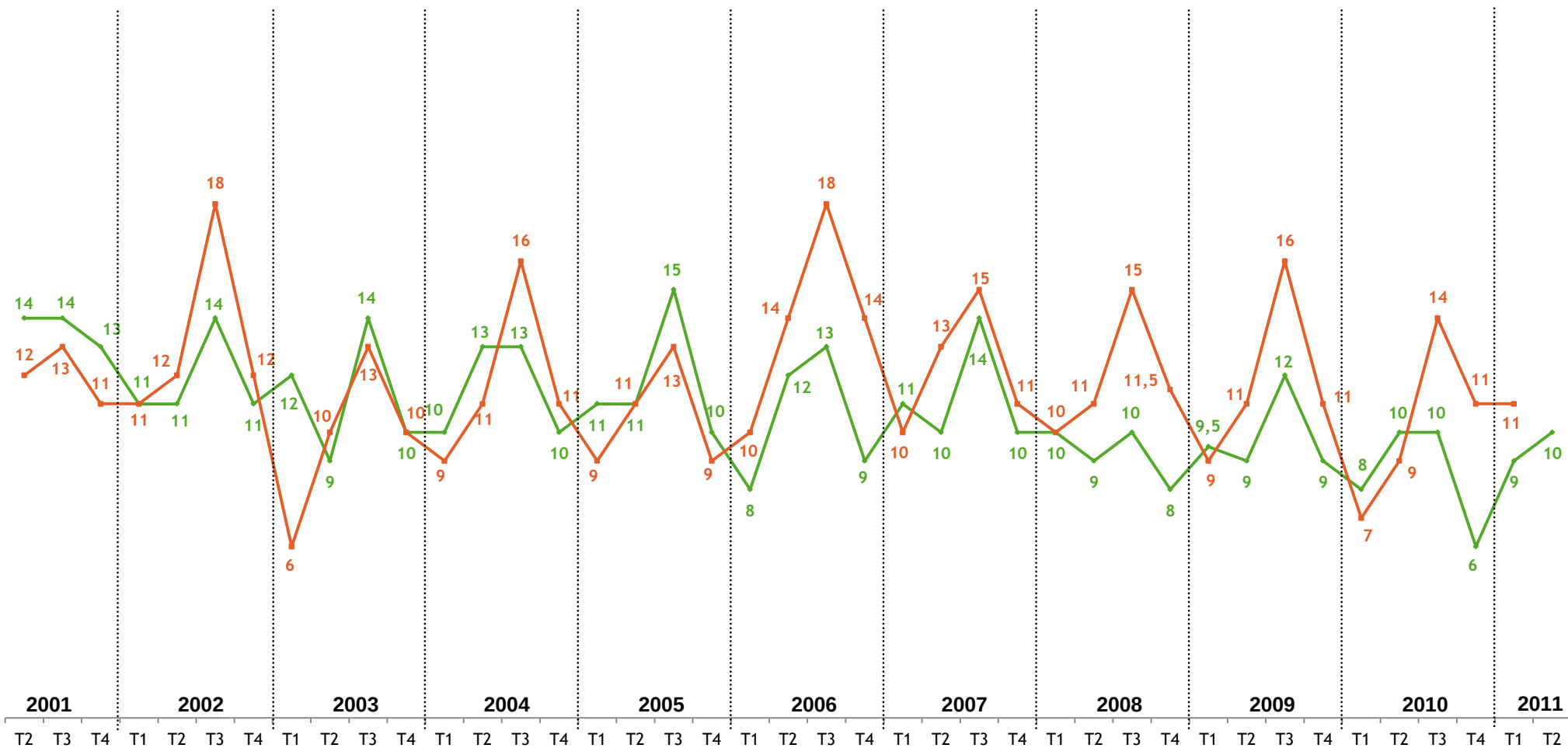
—●— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
 —●— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 1,3

} Moyennes depuis 2001



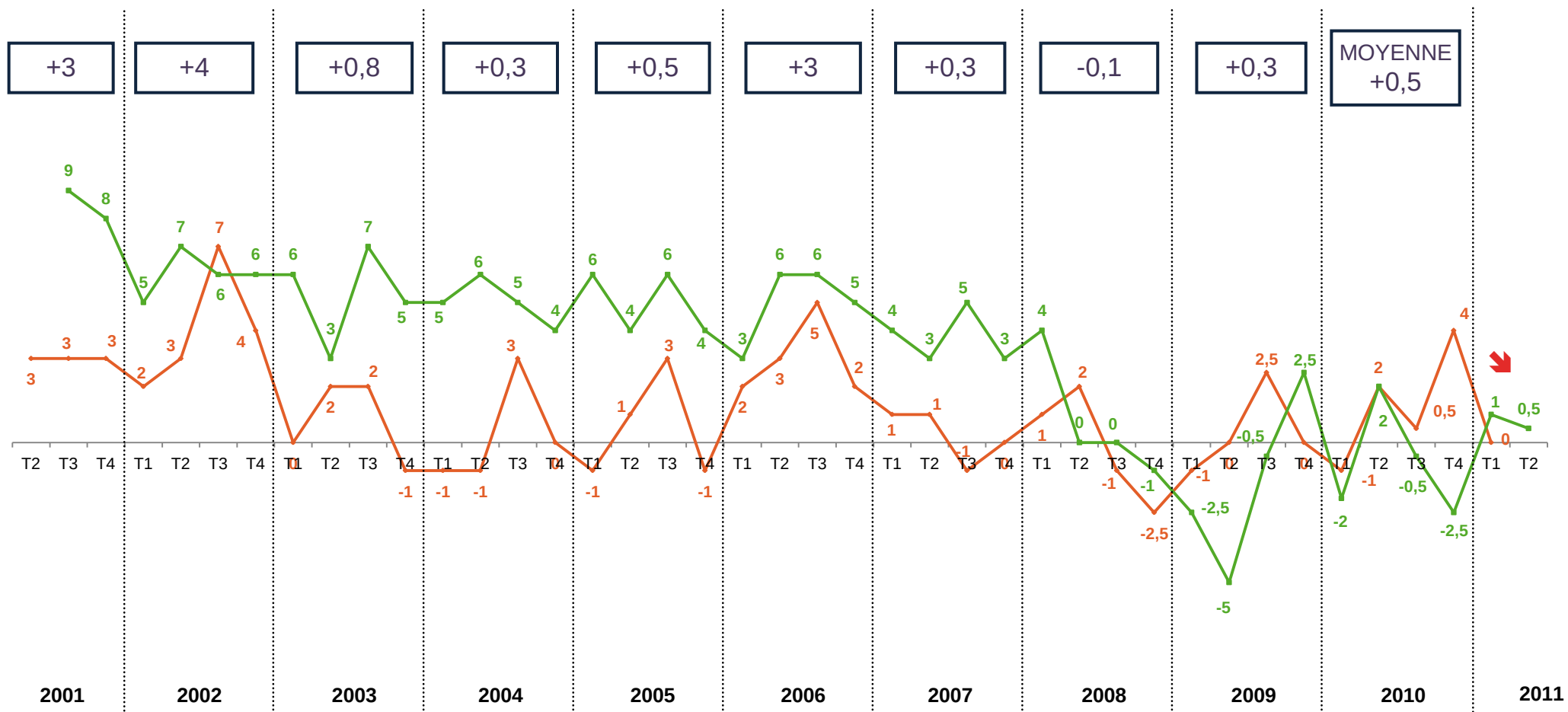
Base : ensemble des TPE

—●— Embauches prévues au cours des trois prochains mois
 —●— Embauches réalisées sur les trois derniers mois



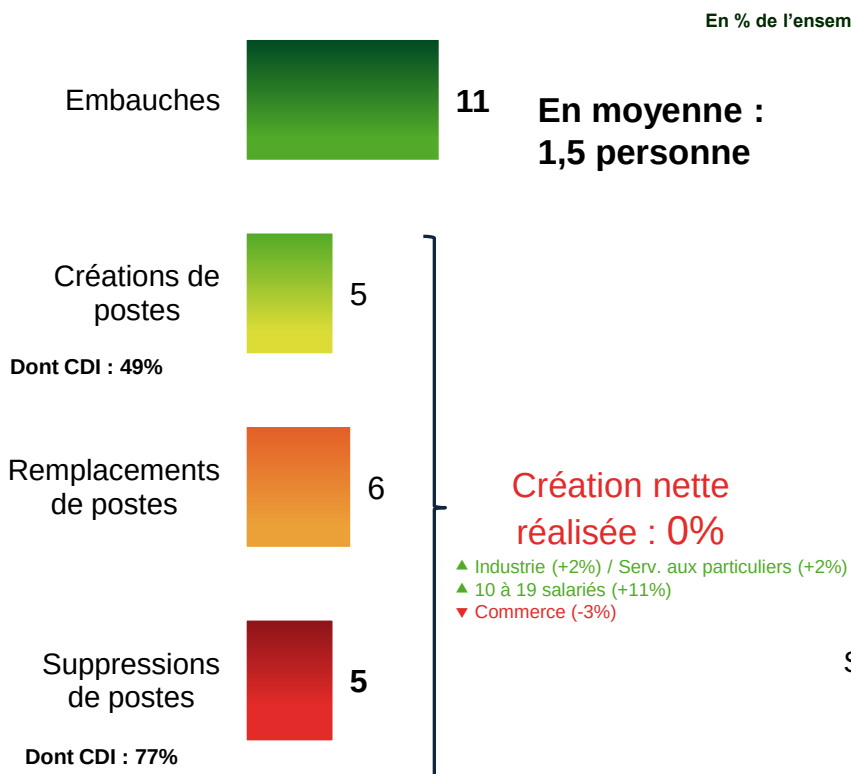
Base : ensemble des TPE

— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
— Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois

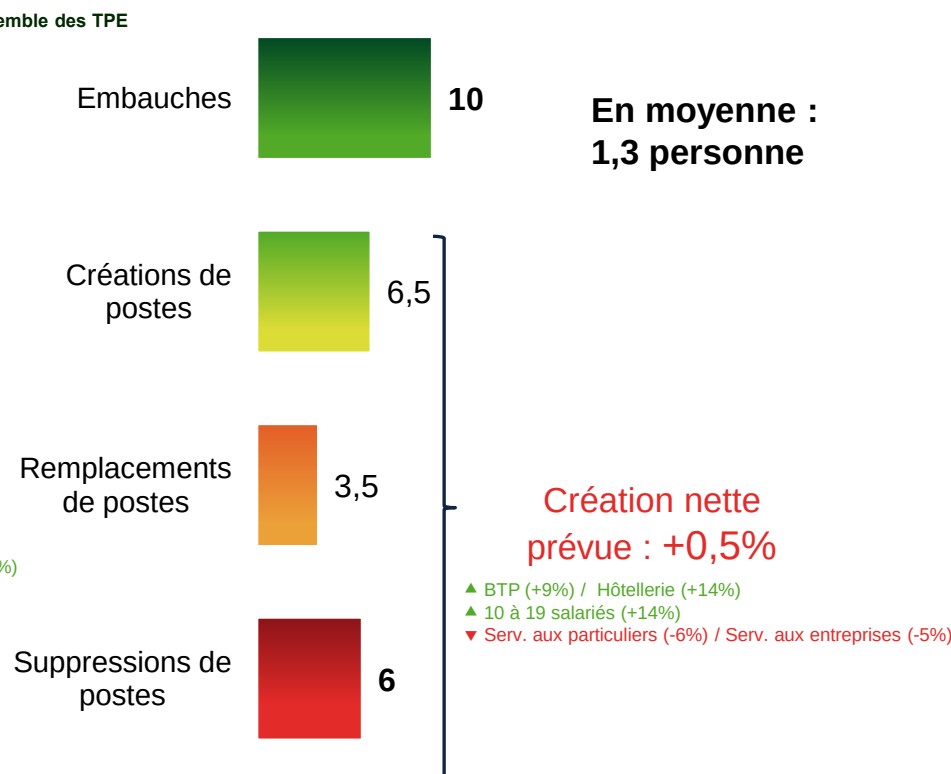


La structure de la création nette d'emplois

Réalisations de janvier à mars 2011



Perspectives d'avril à juin 2011



Suivant la même tendance que l'évolution du chiffre d'affaires, la création nette d'emplois dans les TPE affiche un solde nul pour le premier trimestre et les dirigeants interrogés n'envisagent pas de recourir davantage à des créations de postes d'ici l'été.

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé pour cette (ces) embauche(s)...

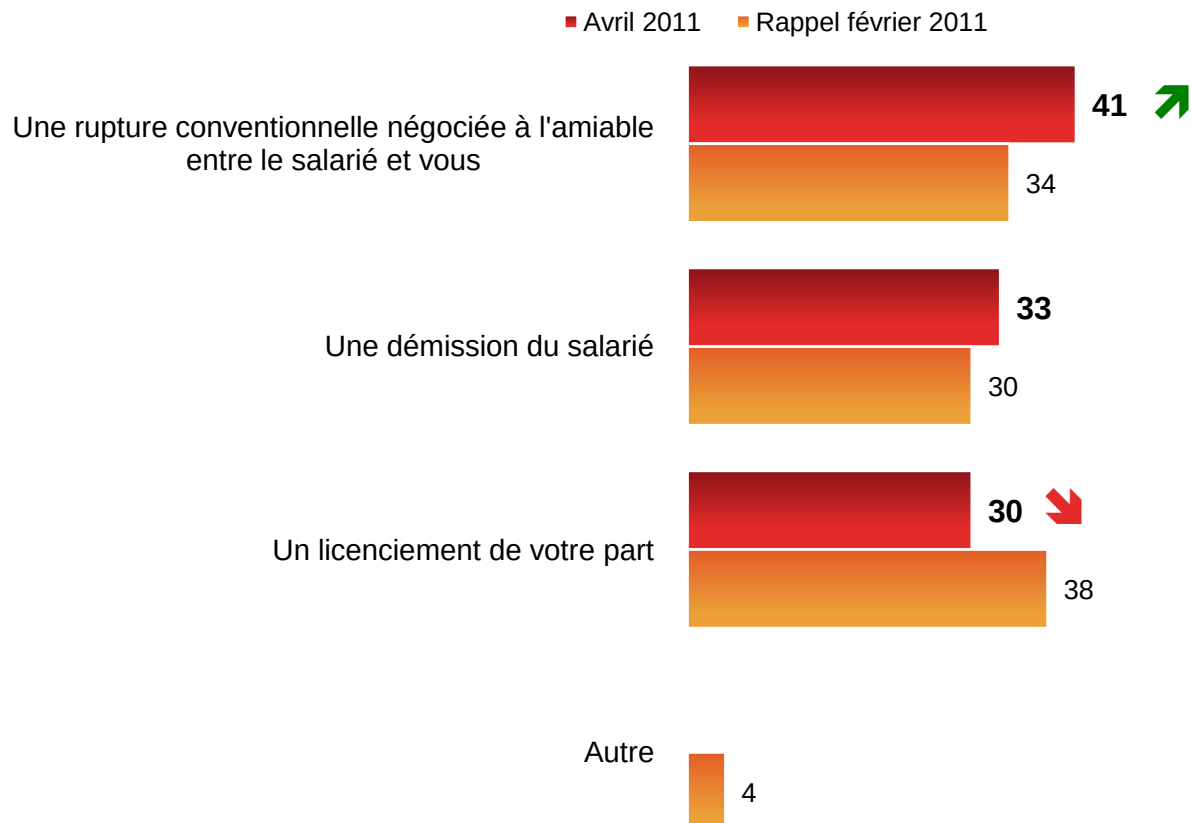


Base : ensemble des TPE

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



Les modalités de suppression des postes en CDI se répartissent toujours de façon très diversifiée, avec une progression des ruptures à l'amiable entre janvier et mars, tandis que les licenciements dominaient fin 2010.

Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

Les TPE et la fiscalité

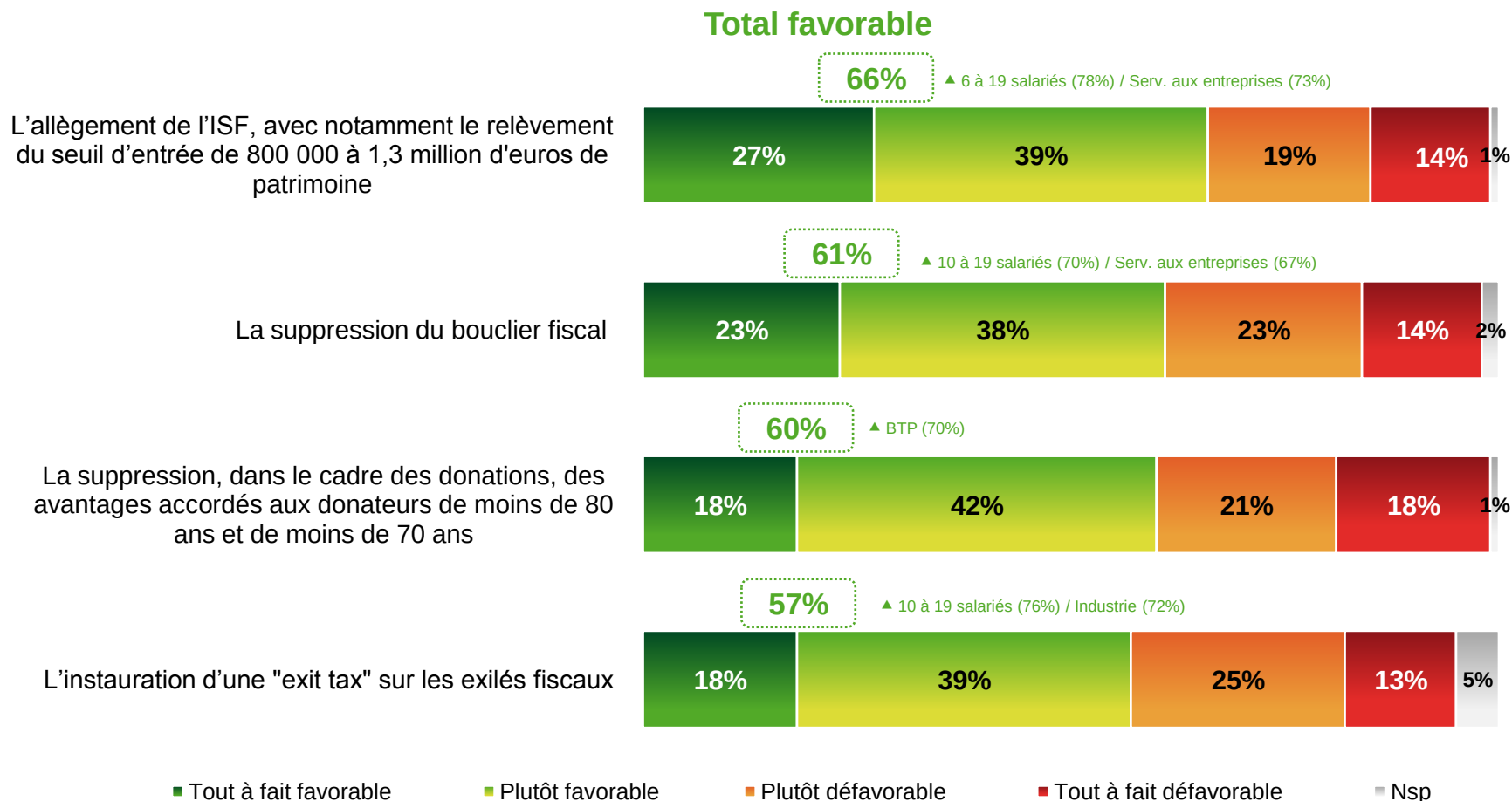
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'adhésion à différentes mesures de la réforme de la fiscalité du patrimoine

Question

Le gouvernement a annoncé une réforme de la fiscalité du patrimoine. Êtes-vous favorable ou défavorable à chacune des mesures suivantes ?



Les mesures fiscales annoncées par le gouvernement recueillent une approbation majoritaire, en particulier l'allègement de l'ISF. Néanmoins, on note un socle de résistance non négligeable, plus d'un patron de TPE sur trois se déclarant opposé aux modalités de la réforme.

Base : ensemble des TPE

La préférence à l'égard de l'évolution de l'ISF

Question

Selon vous, en ce qui concerne l'ISF, aurait-il plutôt fallu... ?

Le supprimer purement et simplement



22%

▲ 6 à 19 salariés (31%)

Relever encore plus le seuil de déclenchement



29%

▲ Serv. aux particuliers (34%)

Le maintenir tel qu'il était



48%

Ne se prononcent pas



1%

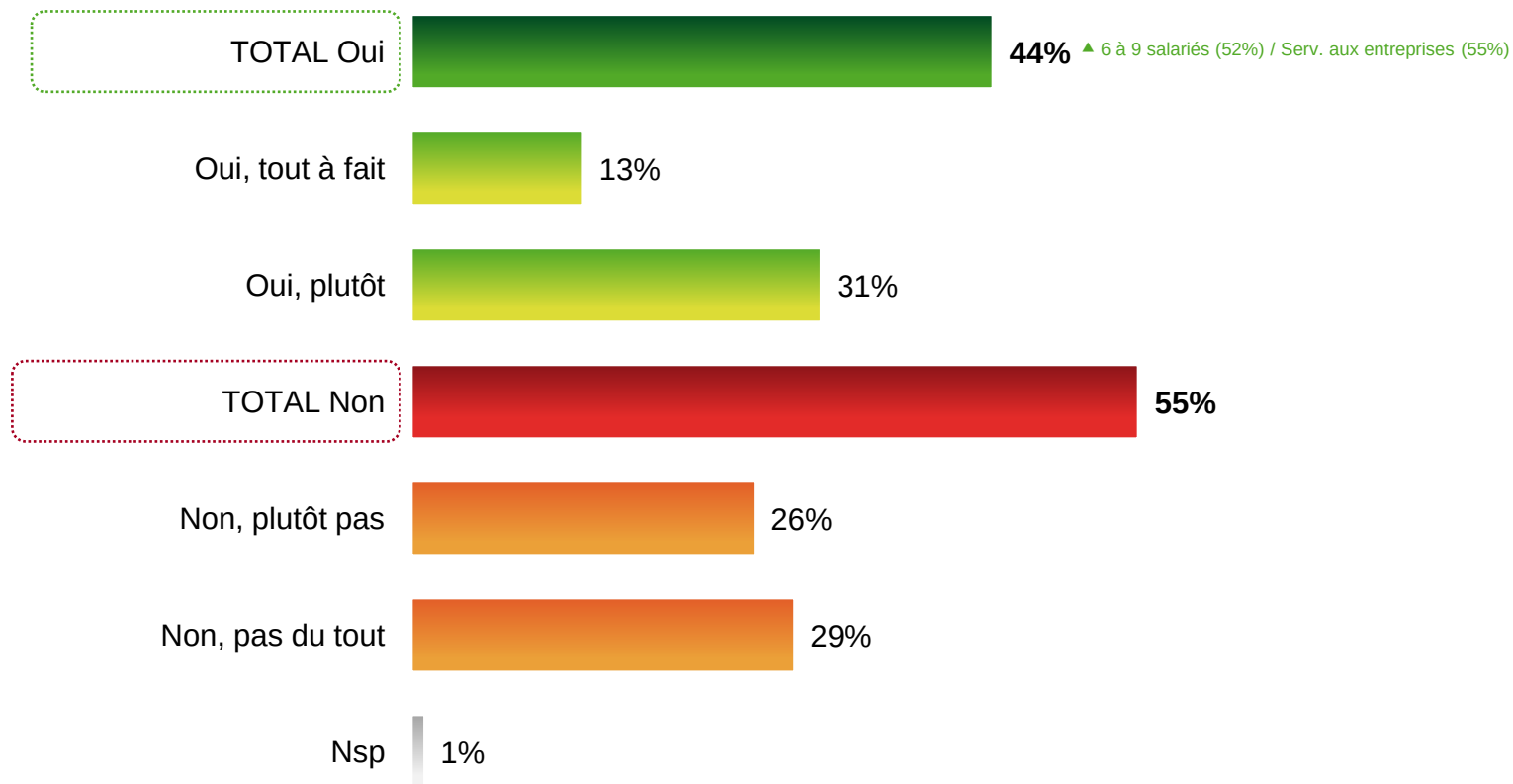
Les TPE se montrent divisées sur l'évolution de l'ISF, la moitié d'entre elles exprimant leur préférence pour le maintien du système en place avant la réforme.

Base : ensemble des TPE

L'adéquation de la réforme aux ambitions affirmées début 2011

Question

Trouvez-vous cette réforme conforme aux ambitions affirmées par le président de la République en début d'année ?



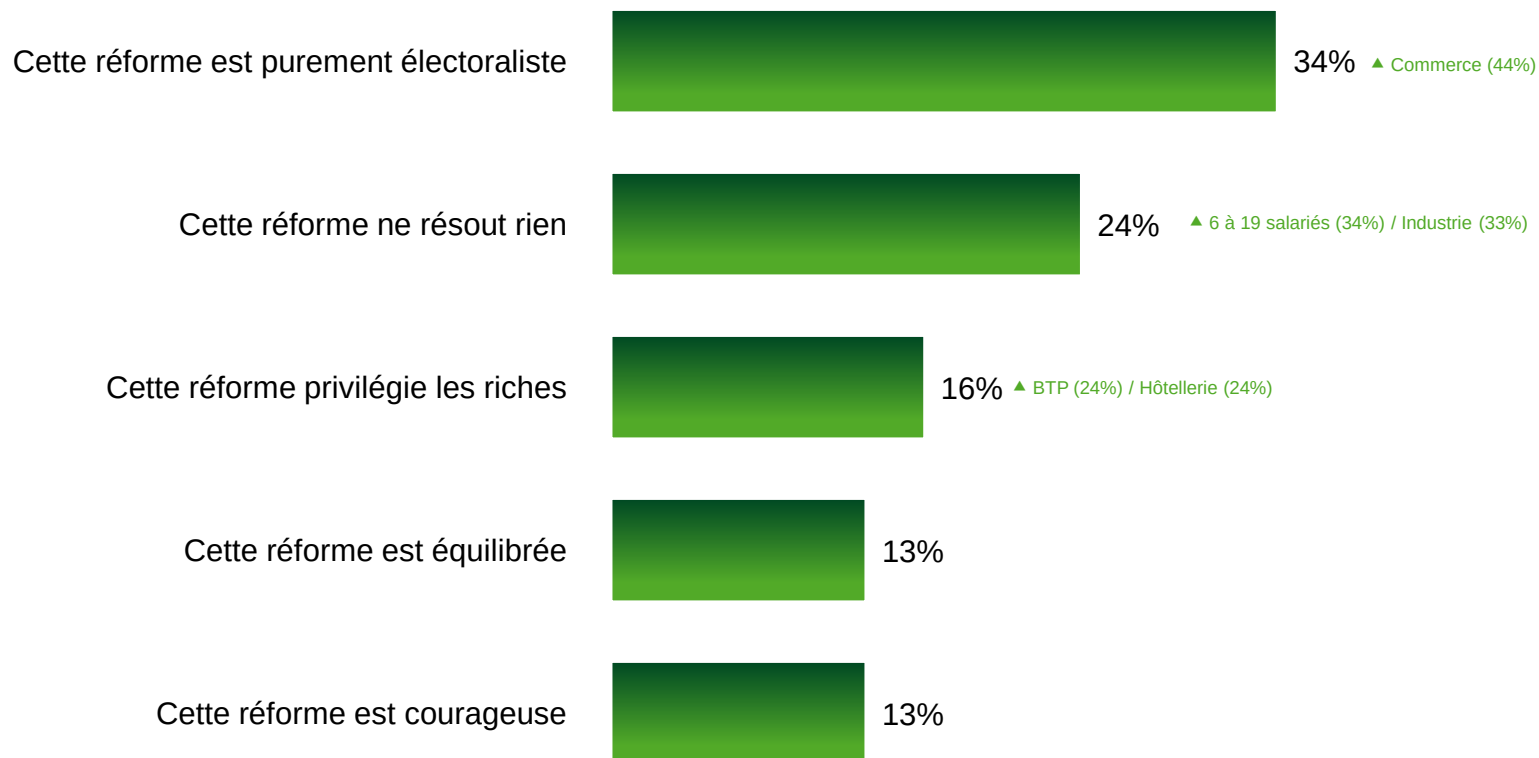
Suite à la présentation des principales modalités de la réforme, seule une minorité des patrons de TPE estime celle-ci en phase avec les ambitions affirmées par Nicolas Sarkozy lors des annonces faites à ce sujet en début d'année.

Base : ensemble des TPE

La perception générale de la réforme de la fiscalité

Question

Selon vous quelle est la phrase qui caractérise le mieux cette réforme fiscale ?



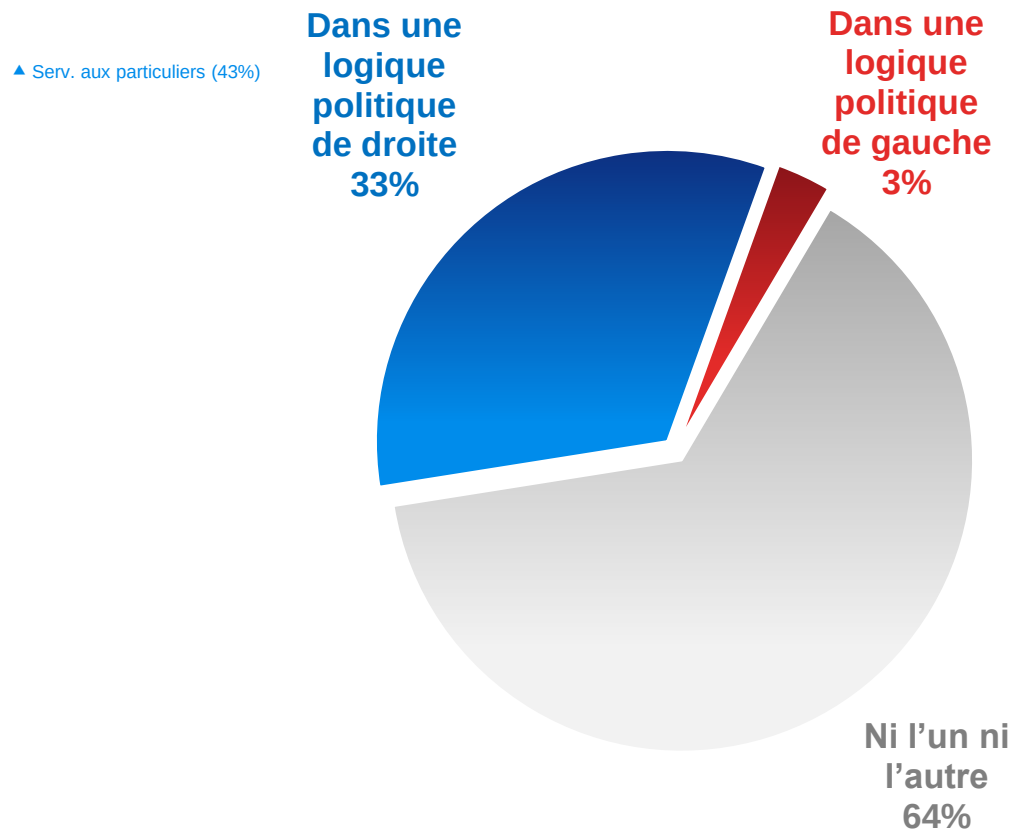
Au global, seul un dirigeant sur cinq témoigne d'une vision véritablement positive de la réforme, soit du fait de son caractère équilibré, soit par le courage qu'elle implique (13% dans les deux cas). Au même niveau, 24% estiment qu'elle ne résout rien et 34% qu'elle a une dimension uniquement électorale.

Base : ensemble des TPE

La perception de la logique politique de la réforme de la fiscalité

Question

Selon vous, cette réforme fiscale s'inscrit-elle plutôt... ?



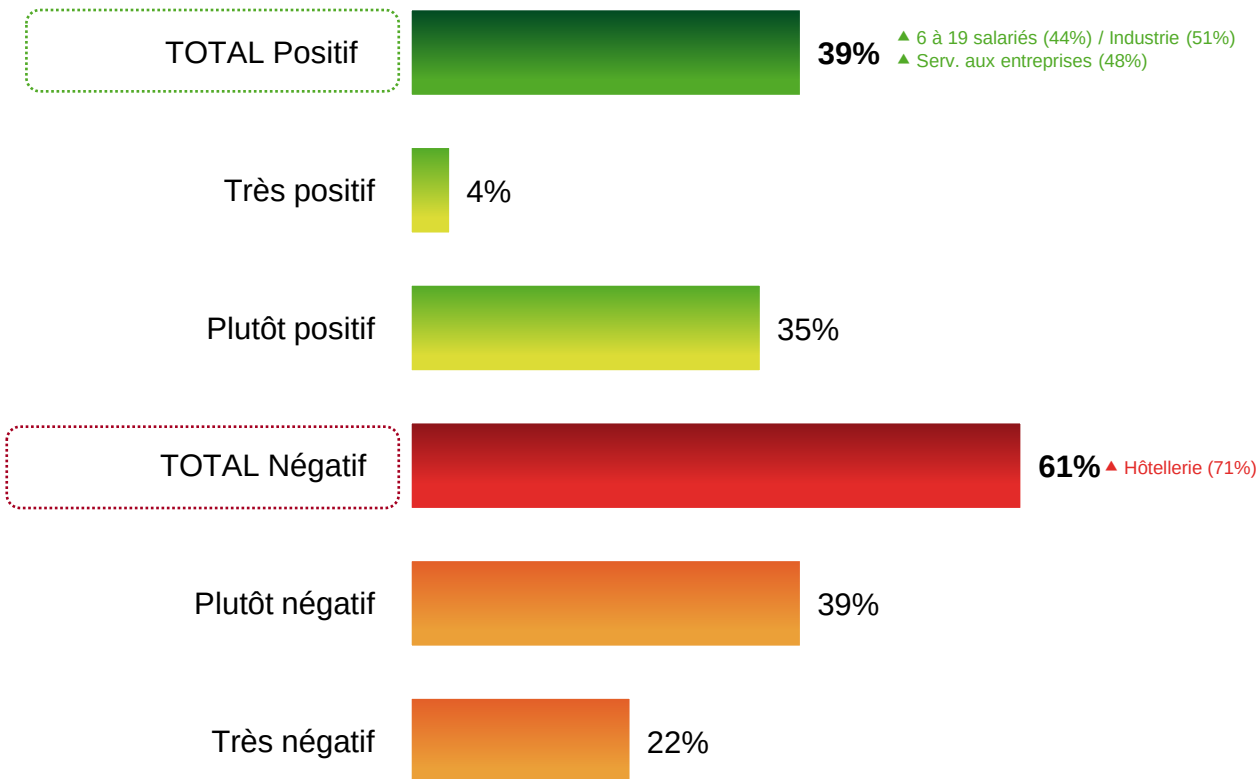
Vraisemblablement du fait d'une envergure jugée insuffisante, les deux tiers des TPE perçoivent cette réforme comme n'étant ni de droite, ni de gauche (64%).

Base : ensemble des TPE

Le jugement sur la politique fiscale menée par Nicolas Sarkozy depuis 2007

Question

Globalement, portez-vous un jugement positif ou négatif sur la politique fiscale de Nicolas Sarkozy depuis son élection en 2007 ?



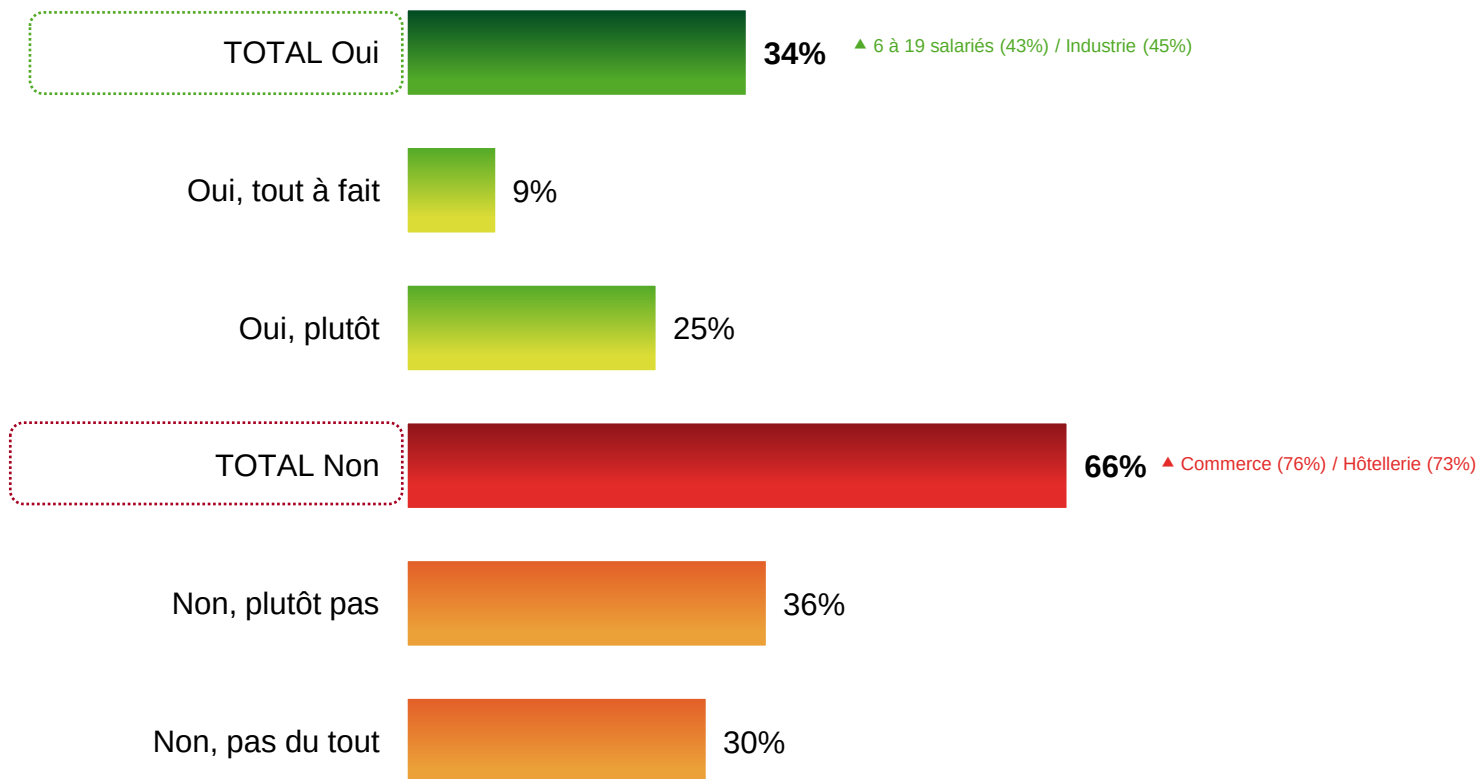
61% des dirigeants interrogés jugent négativement la politique fiscale menée depuis 2007, signe d'attentes fortes dans ce domaine, qui constitue un enjeu-clé pour les petites entreprises.

Base : ensemble des TPE

L'adéquation de la politique fiscale aux ambitions affirmées en 2007

Question

Globalement, trouvez-vous la politique fiscale de Nicolas Sarkozy conforme aux ambitions affirmées au début de son mandat ?



Alors qu'ils émettent un jugement déjà mitigé sur la réforme fiscale par rapport aux objectifs annoncés au début de l'année, les patrons de TPE se montrent encore plus critiques sur les mesures prises dans ce domaine depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, un tiers seulement (34%) déclarant qu'elles sont conformes aux ambitions affirmées durant la campagne de 2007.

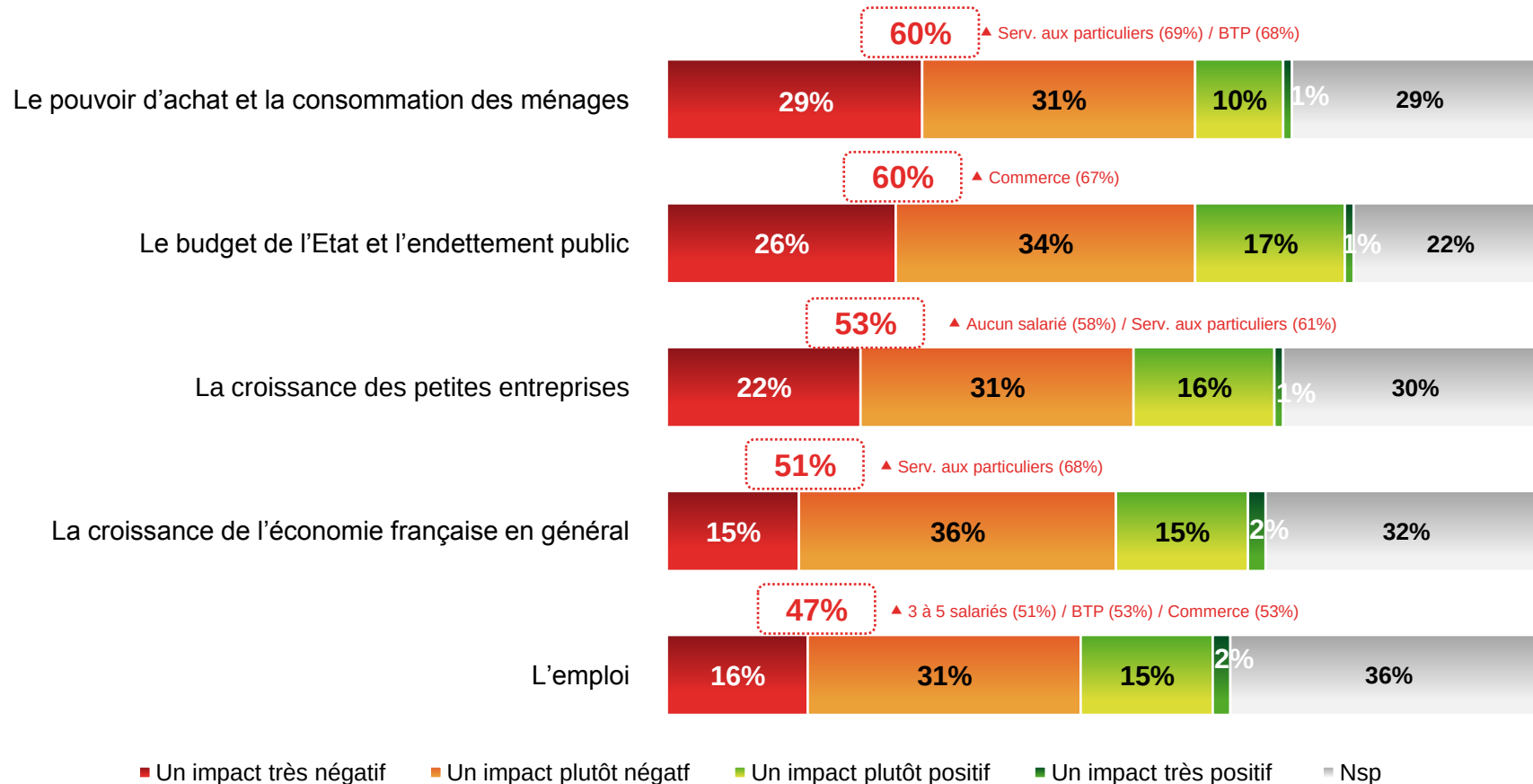
Base : ensemble des TPE

L'impact des mesures fiscales annoncées ou mises en place depuis 2007

Question

Globalement, diriez-vous que les mesures fiscales mises en place ou annoncées par Nicolas Sarkozy depuis son élection en 2007 ont eu un impact positif, un impact négatif ou aucun impact dans chacun des domaines suivants ?

Total impact négatif

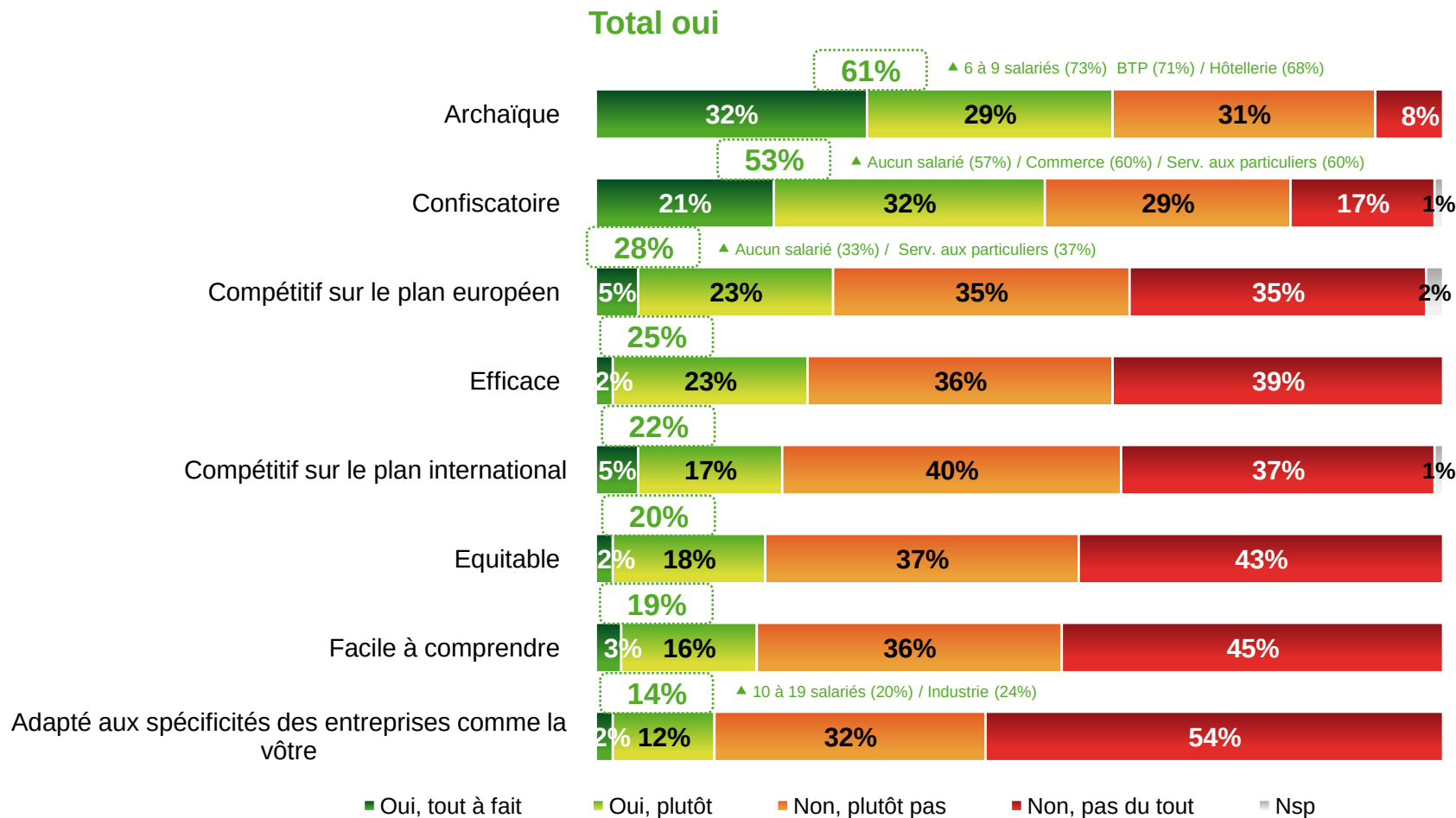


Globalement, les dispositifs mis en place apparaissent avoir eu un effet négatif dans la plupart des domaines testés, et plus particulièrement en ce qui concerne le pouvoir d'achat des ménages (60%) et les déficits publics (60%). Moins d'un dirigeant sur cinq souligne un impact positif des mesures adoptées.

Les jugements sur le système fiscal français

Question

Actuellement, diriez-vous que le système fiscal français est... ?



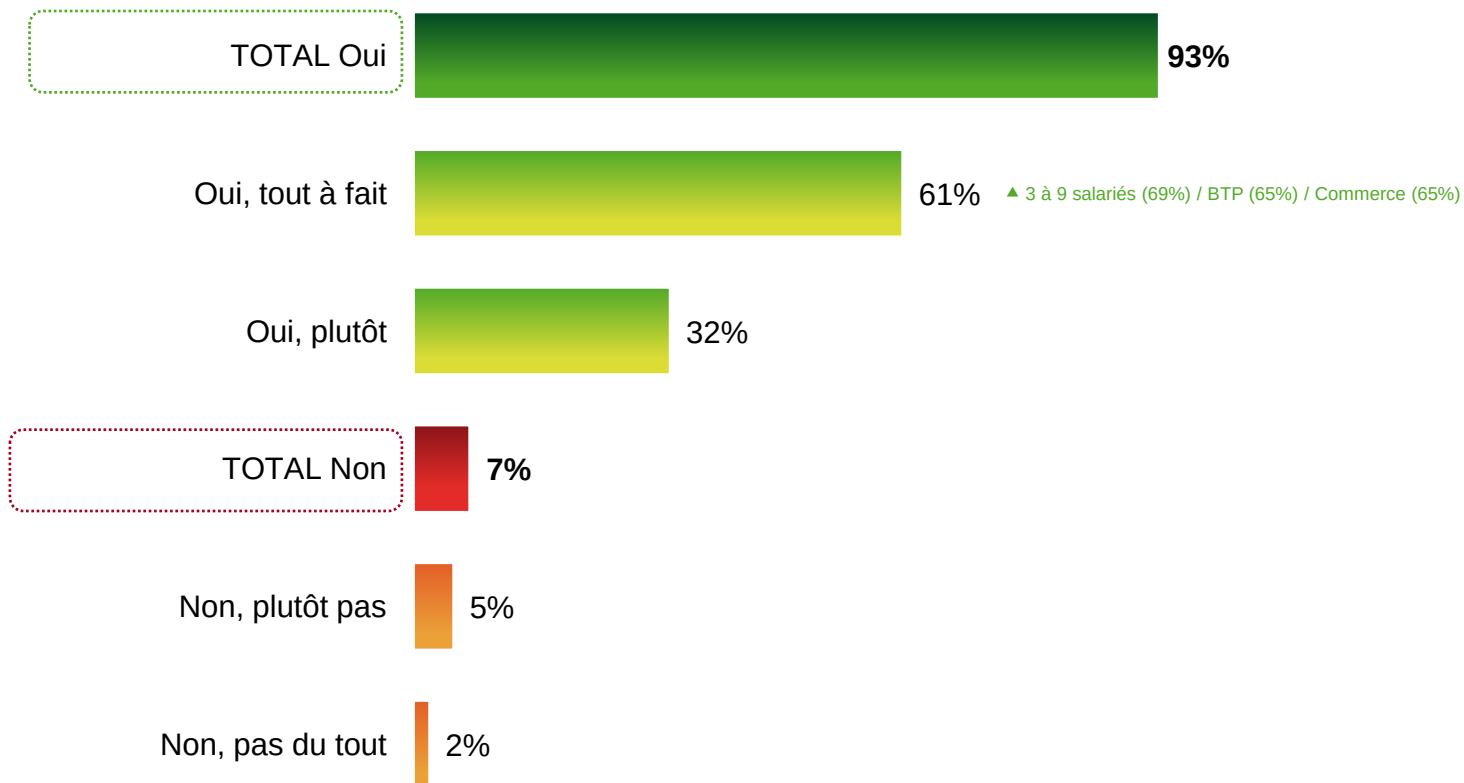
Corollaire du scepticisme sur les mesures fiscales mises en place depuis 2007, les jugements sur le système fiscal français s'avèrent très critiques, plus de 80% l'estimant inadapté aux petites entreprises, difficile à comprendre et inéquitable. Une large majorité met également en cause sa compétitivité sur le plan international et européen...

Base : ensemble des TPE

La nécessité d'engager une vraie réforme de la fiscalité

Question

Diriez-vous qu'il est nécessaire d'engager une vraie réforme de la fiscalité ?



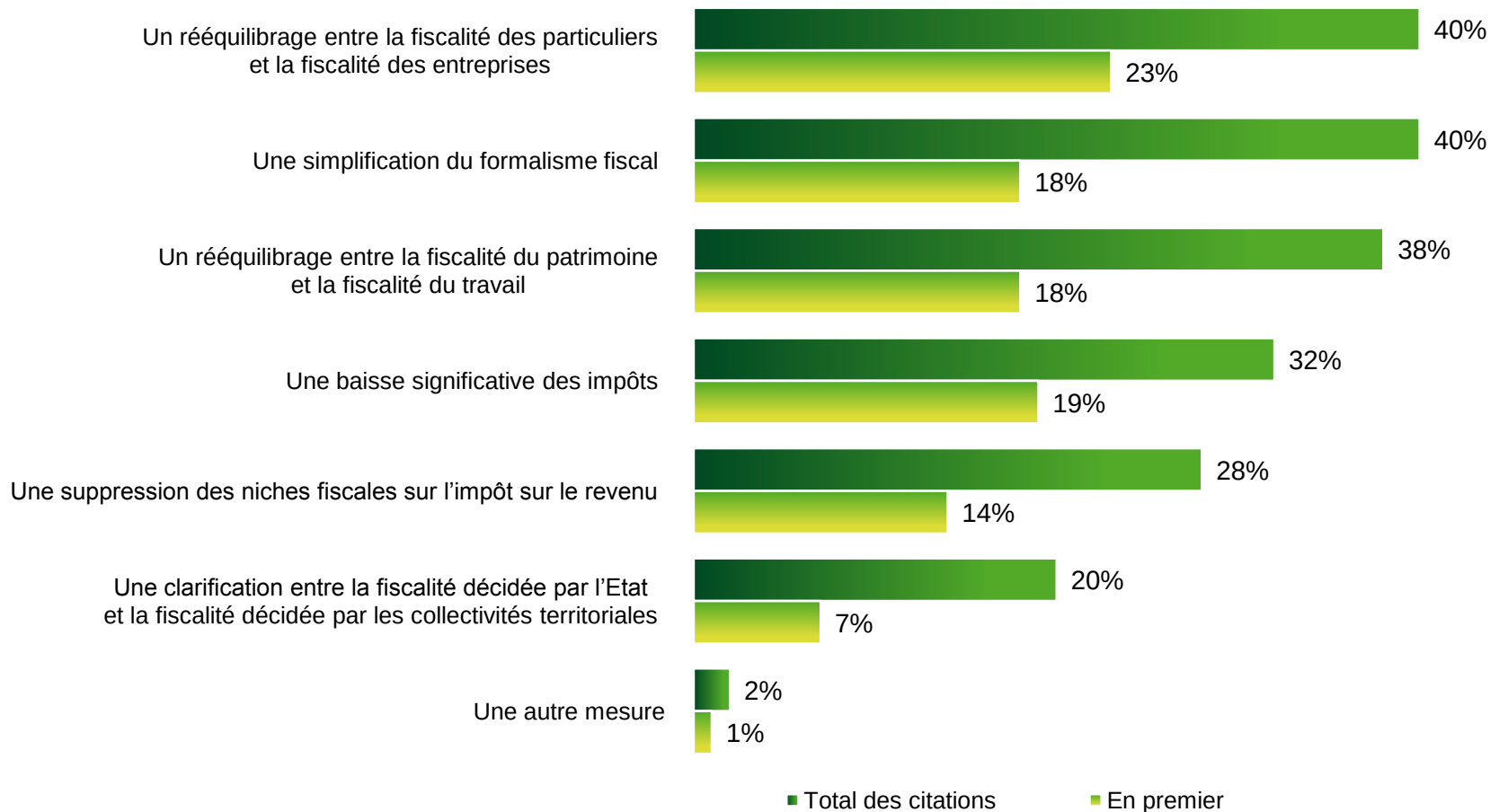
...autant de jugements qui en appellent à une véritable réforme de la fiscalité, dans le double objectif de modernité et de performance.

Base : ensemble des TPE

Les modalités à privilégier pour la réforme de la fiscalité

Question

Pour vous, quelles devraient être les principales modalités d'une réforme de la fiscalité ?

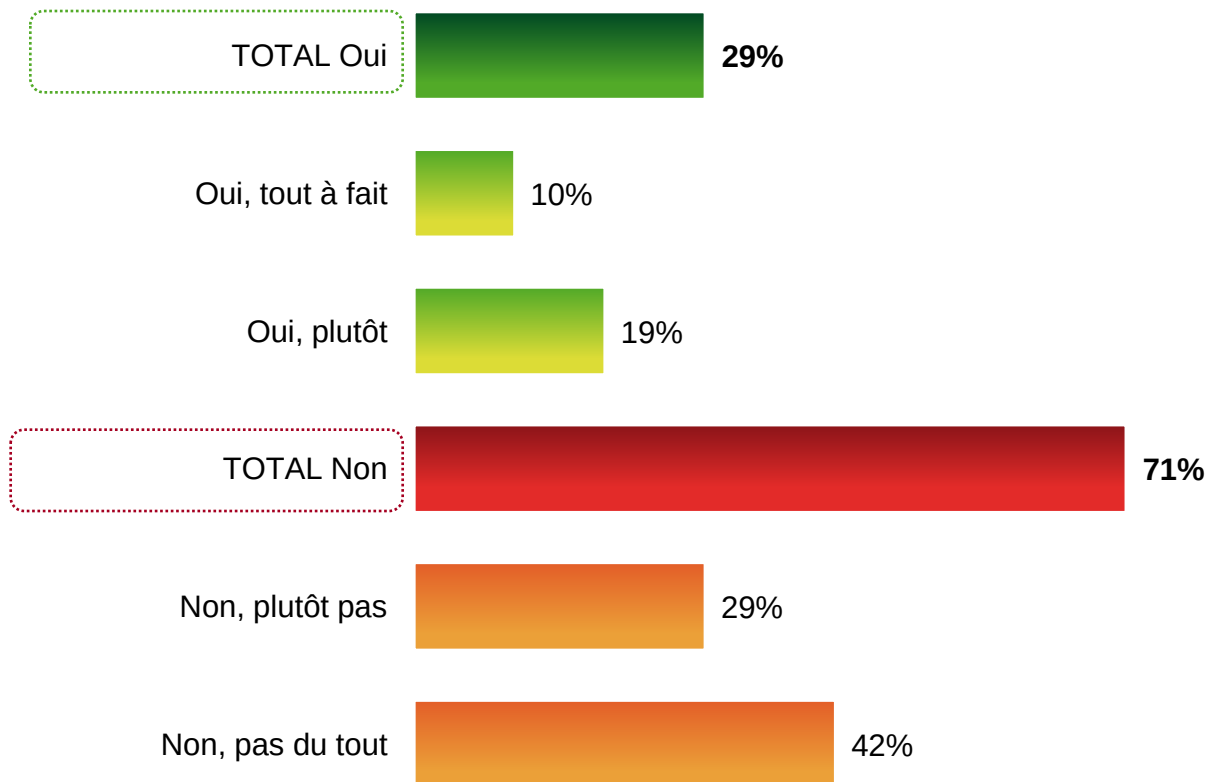


Malgré le souhait d'une évolution significative du système fiscal, on ne voit pas émerger de consensus sur les modalités à privilégier pour la réforme. Les patrons de TPE semblent néanmoins en demande d'un système plus équitable et d'une simplification des procédures.

La nécessité d'augmenter les impôts pour réduire les déficits publics

Question

Pensez-vous que la réduction de l'endettement et des déficits de la France passe obligatoirement par une augmentation des impôts ?

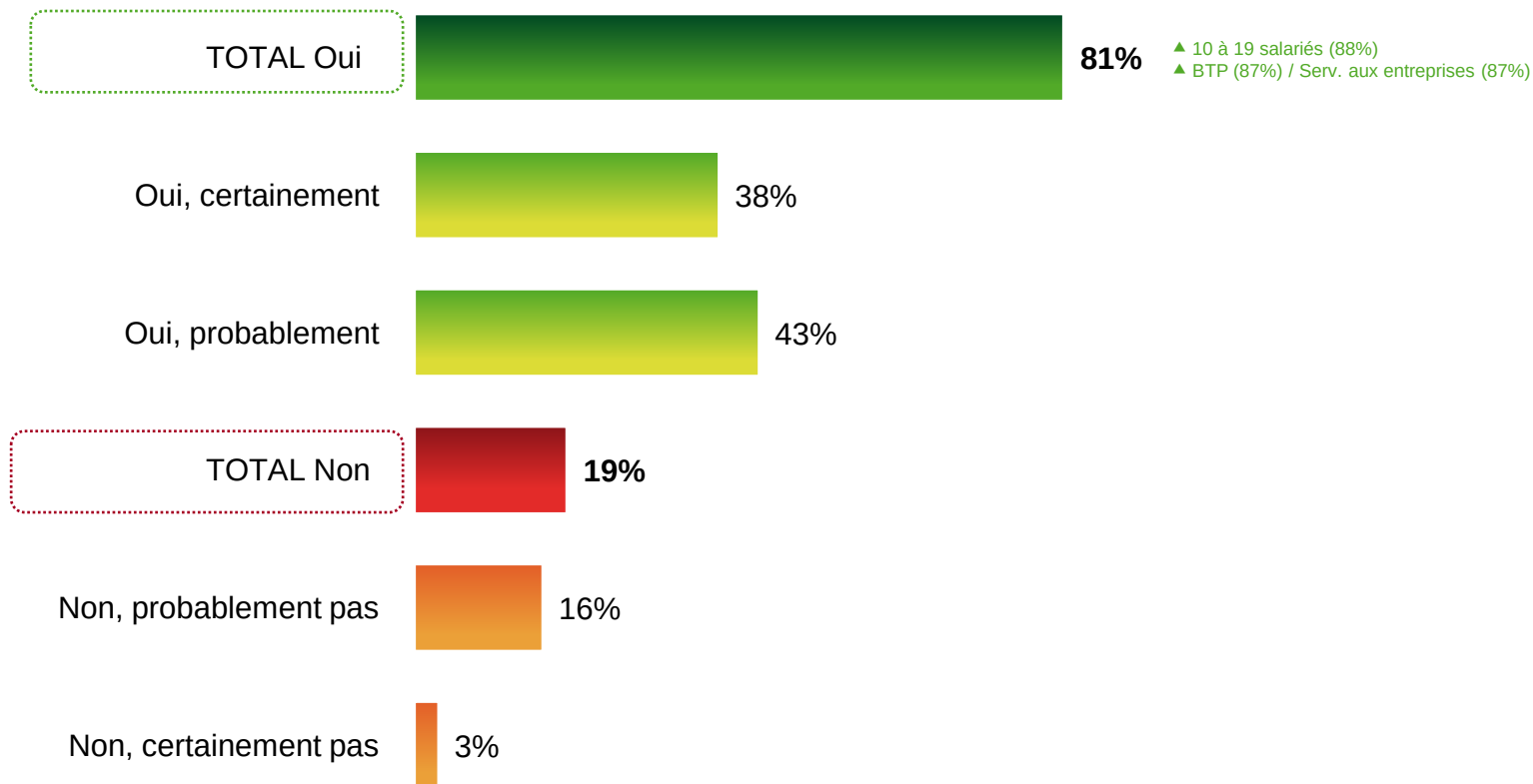


Les dirigeants interrogés apparaissent très largement convaincus (71%) de la possibilité de réduire l'endettement et les déficits publics sans recourir à une augmentation des impôts...

Le pronostic sur l'augmentation des impôts par le prochain gouvernement

Question

Pensez-vous que le gouvernement issu de la prochaine élection présidentielle augmentera les impôts ?



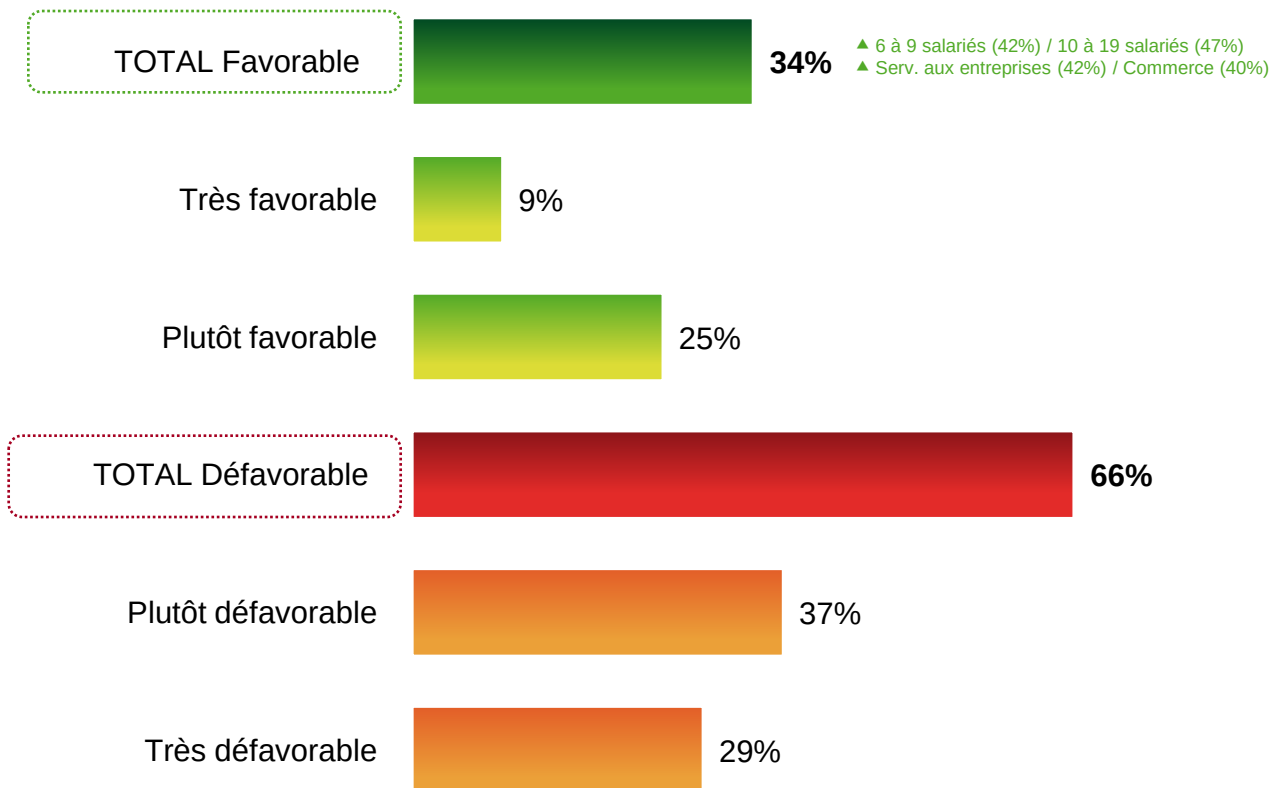
...pour autant, ils semblent résignés à une nouvelle hausse de la fiscalité à l'issue de l'élection présidentielle de 2012.

Base : ensemble des TPE

L'adhésion à une augmentation des impôts ciblée sur la consommation

Question

Seriez-vous favorable ou défavorable à une augmentation ciblée des impôts sur la consommation (comme par exemple la TVA) pour financer une baisse des impôts sur la production (comme par exemple les cotisations sociales ou l'impôt sur les bénéfices) ?



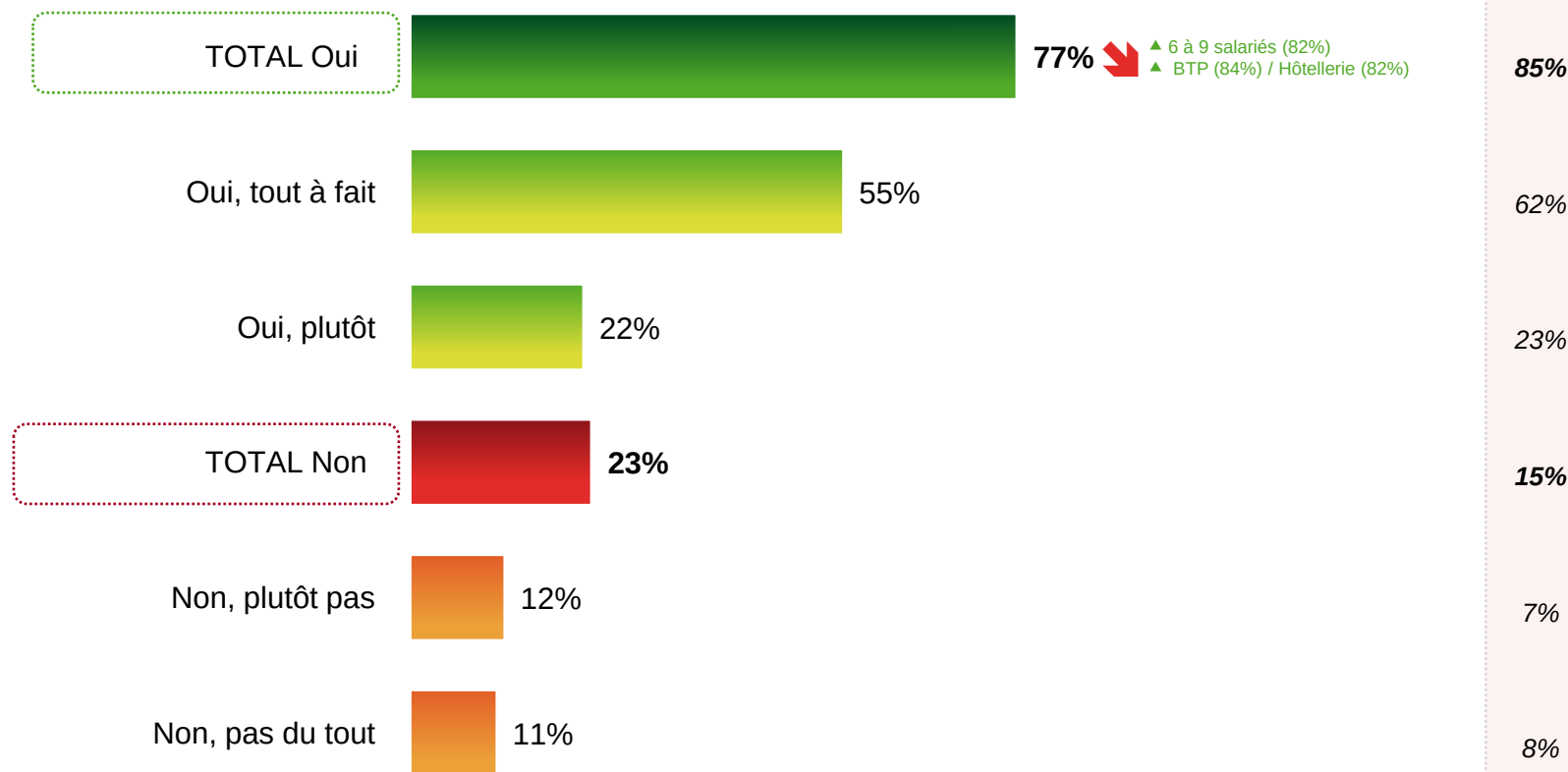
Les deux tiers des patrons de TPE affirment leur opposition à des augmentations d'impôts ciblées sur la consommation pour favoriser la production, en lien logique avec l'impact négatif déjà souligné de la politique fiscale sur le pouvoir d'achat des ménages, et sans doute de la nécessité de développer leurs débouchés, à laquelle une telle mesure risquerait de nuire fortement.

Base : ensemble des TPE

Le souhait d'un allègement de la fiscalité pour empêcher les exils fiscaux

Question

Et diriez-vous qu'il faut alléger fortement la fiscalité française pour empêcher l'expatriation des entreprises et des personnes les plus aisées vers d'autres pays due aux impôts trop élevés ?



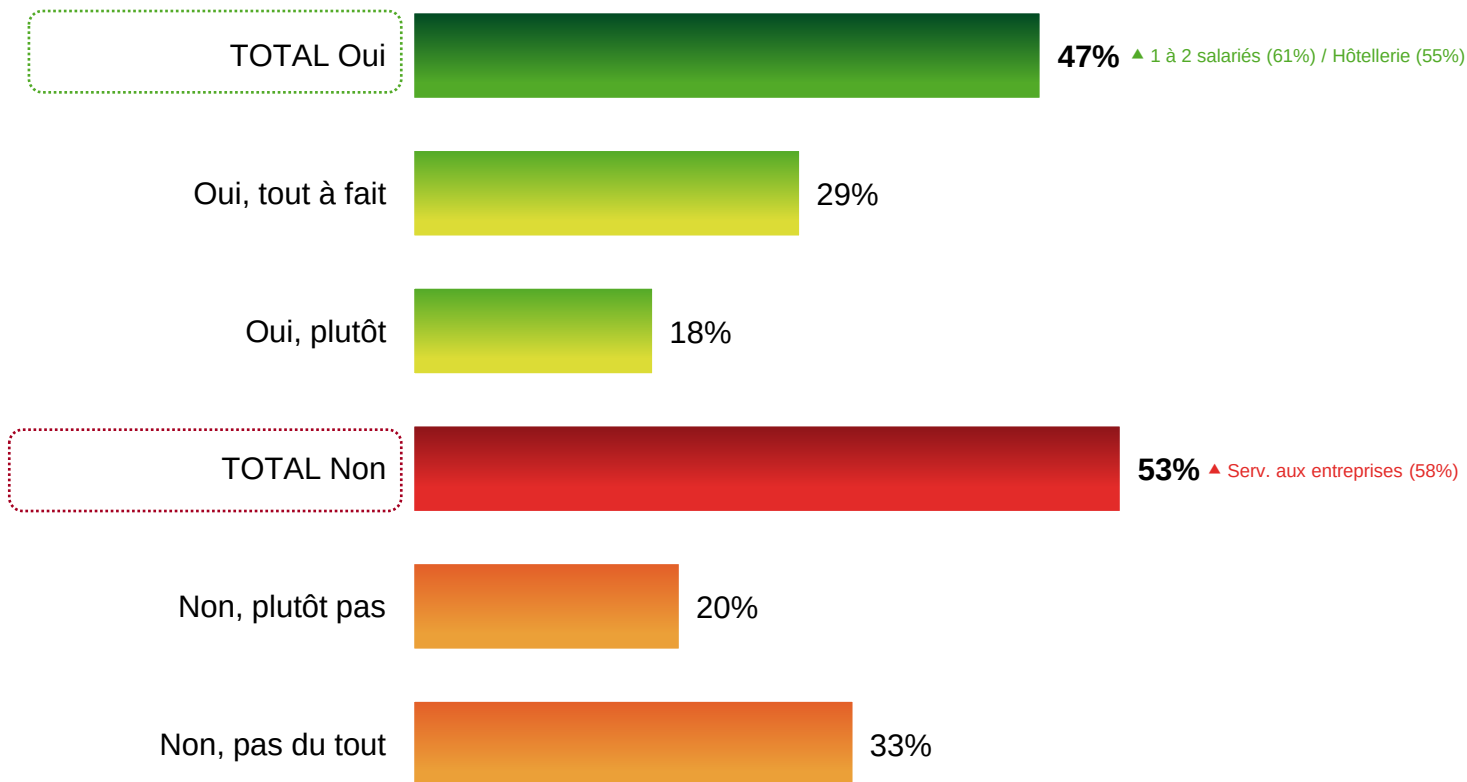
Malgré un recul de ce jugement par rapport à janvier 2007 (-8 points), plus des trois quarts des TPE restent convaincues qu'il est nécessaire de procéder à un allègement important de la fiscalité pour empêcher l'expatriation des entreprises (77%).

Base : ensemble des TPE

La possibilité pour le gouvernement d'empêcher les expatriations fiscales

Question

Pensez-vous que le gouvernement français peut vraiment empêcher l'exil de ses concitoyens vers des pays européens à fiscalité moins forte ?



Une proportion certes minoritaire mais non négligeable des dirigeants interrogés (47%) juge que le gouvernement français a le pouvoir d'empêcher les expatriations fiscales.

Base : ensemble des TPE

Le jugement sur le projet de taxer lourdement les expatriés fiscaux

Question

Le gouvernement envisage de taxer lourdement les personnes qui quittent le territoire français.
Quelle phrase caractérise le mieux ce projet gouvernemental ?

C'est une bonne mesure, mais cela ne résout pas le problème de fond



43% ▲ BTP (52%)

C'est le meilleur moyen de faire partir les créateurs de richesses potentiels



23%

L'Union européenne n'autorisera pas ce projet gouvernemental



23%

▲ 3 à 5 salariés (32%) / Serv. aux entreprises (32%)

C'est un excellent moyen d'empêcher les départs du territoire



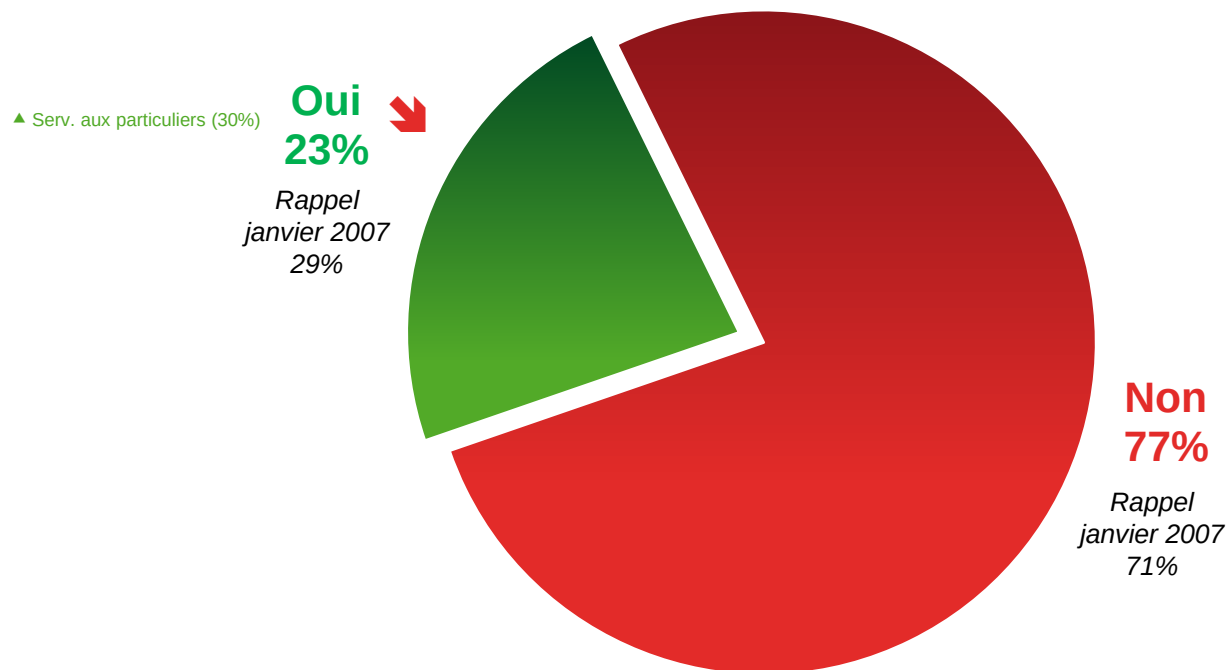
11%

La mise en place d'une taxation lourde des expatriés fiscaux n'est jugée efficace que par un patron de TPE sur dix (11%). A contrario, 23% estiment que cette mesure risque d'accélérer les départs, tandis que 43% déclarent qu'elle ne règlera pas le problème de fond.

La disposition à envisager une expatriation fiscale de son entreprise

Question

Vous personnellement, avez-vous déjà songé à quitter un jour la France pour échapper au poids des impôts et charges sociales ?



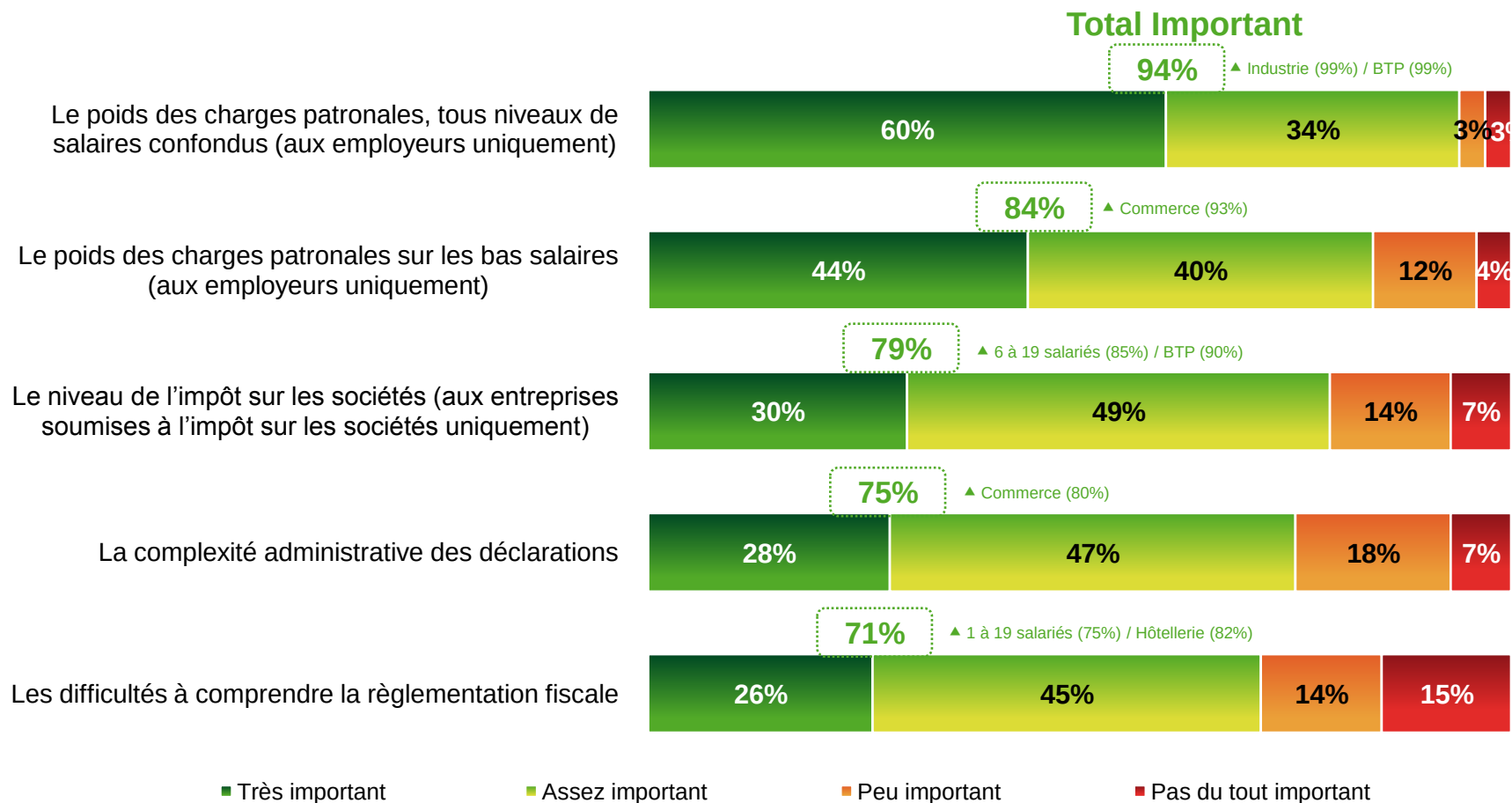
Si cette proportion se révèle moindre qu'il y a cinq ans, un quart des dirigeants d'entreprises de moins de 20 salariées a quand même déjà envisagé de quitter le territoire pour échapper au poids des impôts et des charges sociales.

Base : ensemble des TPE

L'impact sur son entreprise de différents éléments en matière de fiscalité

Question

En matière de fiscalité, diriez-vous que chacun des éléments suivants représente un obstacle important ou pas important pour votre entreprise ?



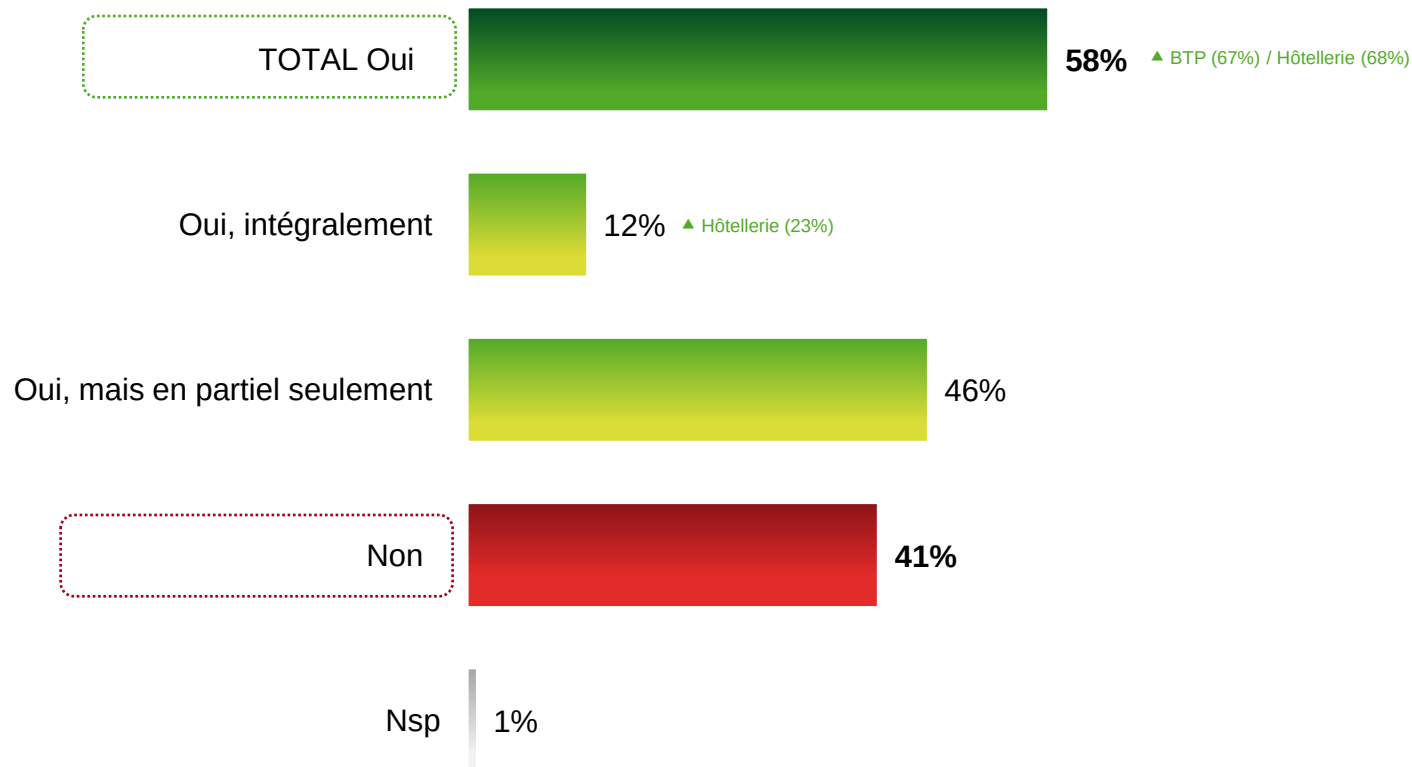
Corollaire des critiques exprimées sur le système fiscal, les TPE envisagent l'ensemble des dimensions testées comme des obstacles importants pour leur développement. Le poids des charges patronales s'avère à cet égard particulièrement handicapant.

Base : ensemble des TPE

La diminution de ses prix de vente en cas de baisse des cotisations sociales

Question

En cas de diminution des cotisations sociales patronales, répercuteriez-vous cette baisse sur vos prix de vente ?

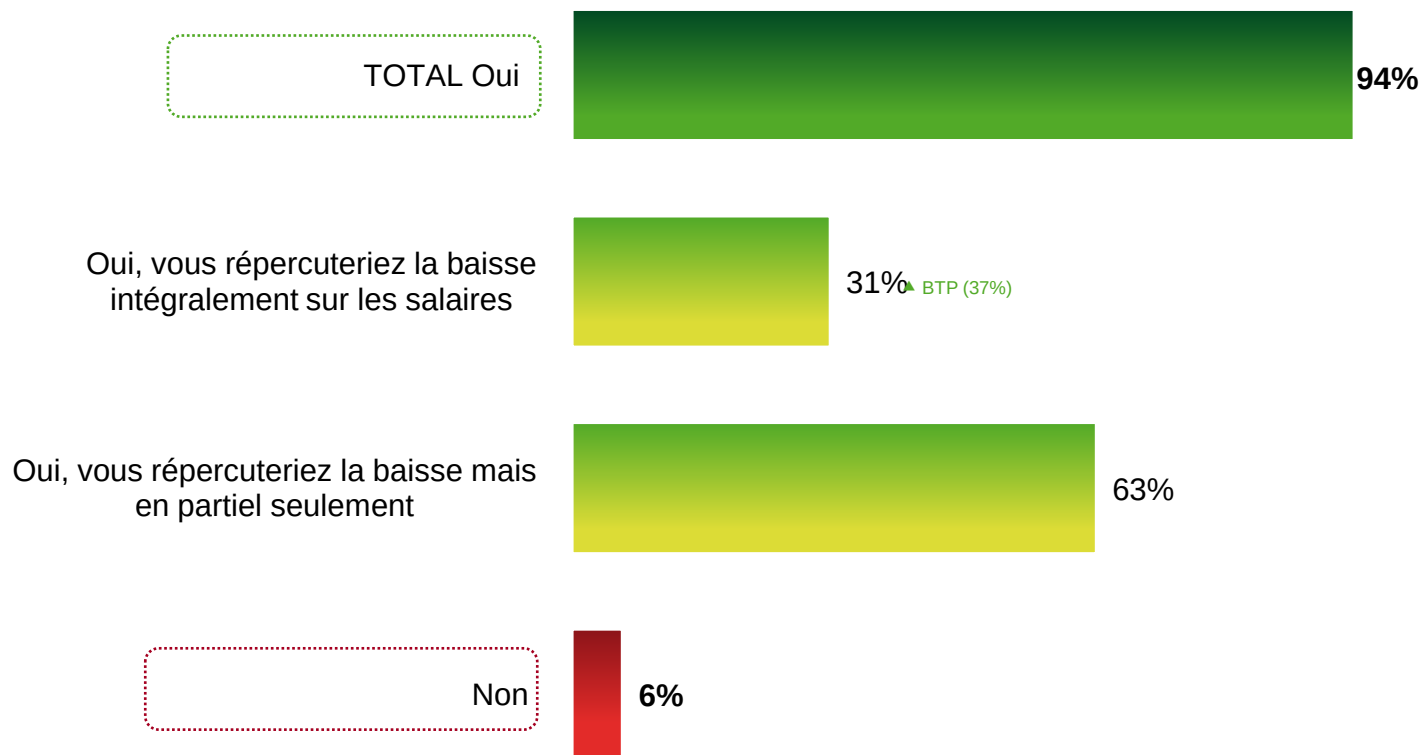


Cependant, malgré les critiques exprimées sur le poids des cotisations sociales patronales, seule une courte majorité des TPE (58%) répercuterait une baisse des charges sur leurs prix de vente.

L'augmentation des salaires en cas de baisse des cotisations sociales

Question

En cas de diminution des cotisations sociales patronales, profiteriez-vous de cette baisse pour augmenter les salaires de vos collaborateurs?



En revanche, les employeurs déclarent presque unanimement qu'une baisse des charges patronales les conduirait à augmenter les salaires de leurs collaborateurs, parmi lesquels 31% répercuteraient intégralement les baisses ou exonérations consenties.

L'adhésion à différentes mesures en matière de fiscalité

Question

Etes-vous favorable ou défavorable à la mise en place de chacune des mesures suivantes ?

Avoir un taux d'impôt sur les sociétés plus faible sur les résultats réinvestis dans l'entreprise que sur les résultats distribués sous forme de dividendes (aux entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)

Total favorable

87%



Prévoir une taxation minimale des profits des grandes entreprises internationales

81%

▲ 3 à 5 salariés (87%) / Serv. aux particuliers (89%)



Supprimer l'exonération de cotisations sociales des heures supplémentaires

62%

▲ Hôtellerie (70%) / Commerce (68%)



Supprimer les exonérations de plus-values (aux entreprises non soumises à l'impôt sur les sociétés)

47%

▲ 1 à 19 salariés (57%) / Hôtellerie (63%) / Commerce (55%)



Instaurer la TVA sociale

34%

▲ 1 à 19 salariés (46%) / Industrie (43%)



■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt défavorable ■ Tout à fait défavorable ■ Nsp

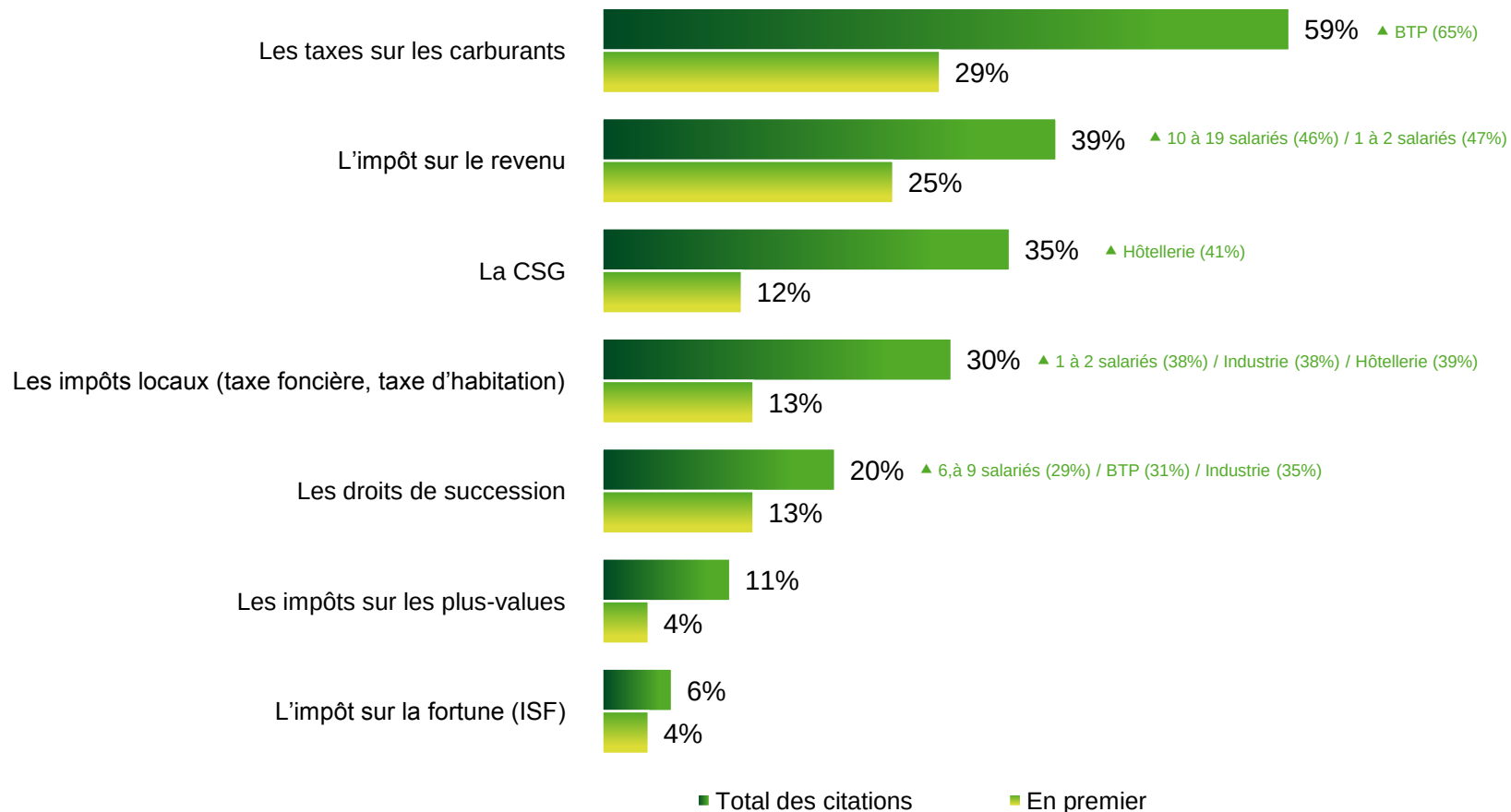
Parmi les propositions de campagne possibles, deux se distinguent nettement : la mise en place d'un taux d'IS réduit sur les résultats réinvestis dans l'entreprise et l'instauration d'une taxation minimale des profits des grandes entreprises internationales. Point intéressant, 62% des TPE sont favorables à la suppression de l'exonération des cotisations sociales sur les heures supplémentaires. En revanche, la TVA sociale est majoritairement rejetée (60%).

Base : ensemble des TPE

Le jugement sur les impôts à réduire en priorité

Question

Selon vous, si les finances de l'Etat le permettaient, quels impôts payés par les particuliers faudrait-il **réduire** en priorité ?



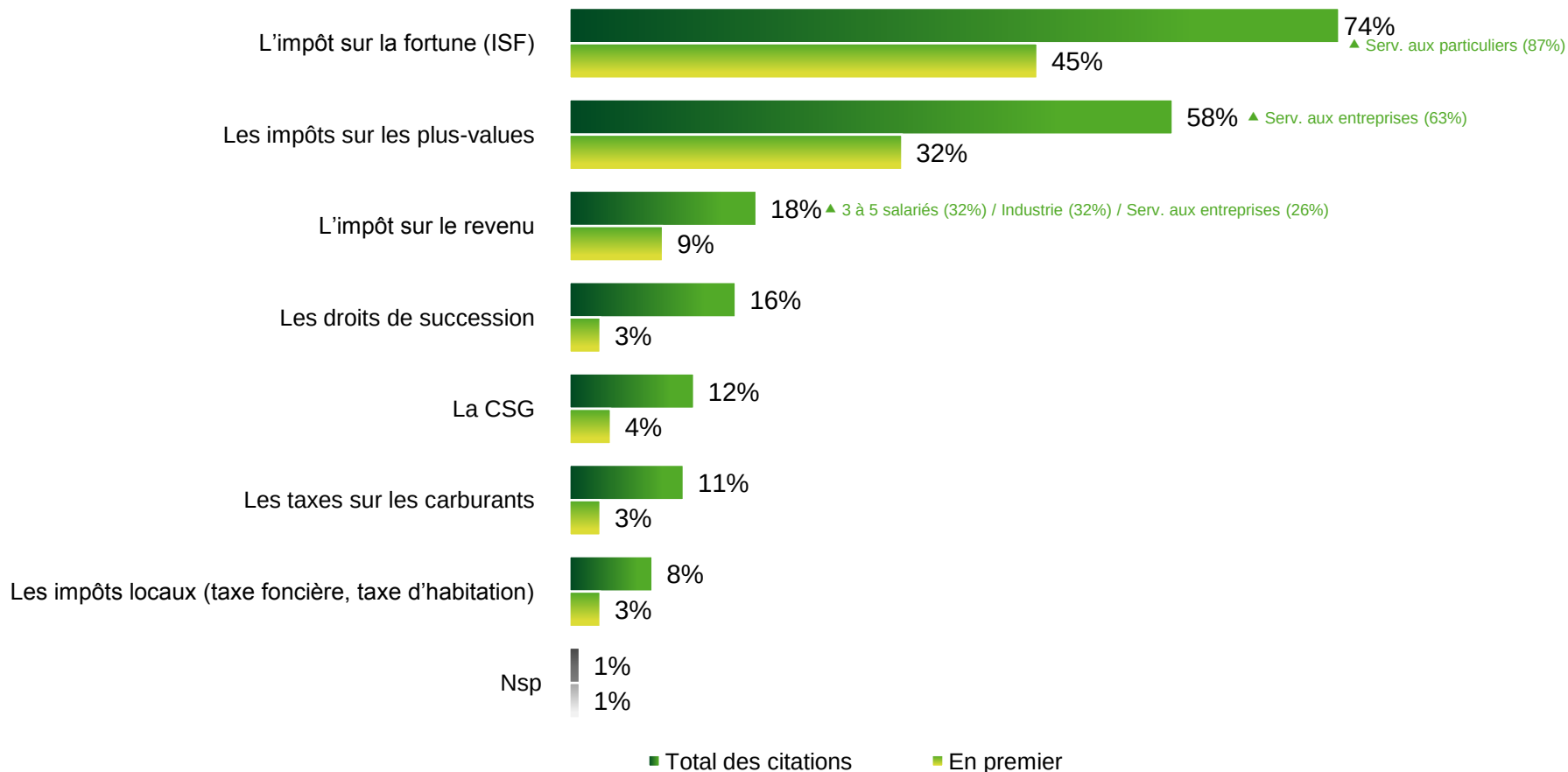
Les taxes sur les carburant émergent incontestablement comme le premier impôt à réduire en cas d'amélioration des finances de l'Etat, devant l'impôt sur le revenu et la CSG. L'ISF, objet de la réforme actuelle, n'émerge qu'en dernière position.

Base : ensemble des TPE

Le jugement sur les impôts à augmenter en priorité

Question

Selon vous, si les finances de l'Etat l'exigeaient, quels impôts payés par les particuliers faudrait-il **augmenter** en priorité ?



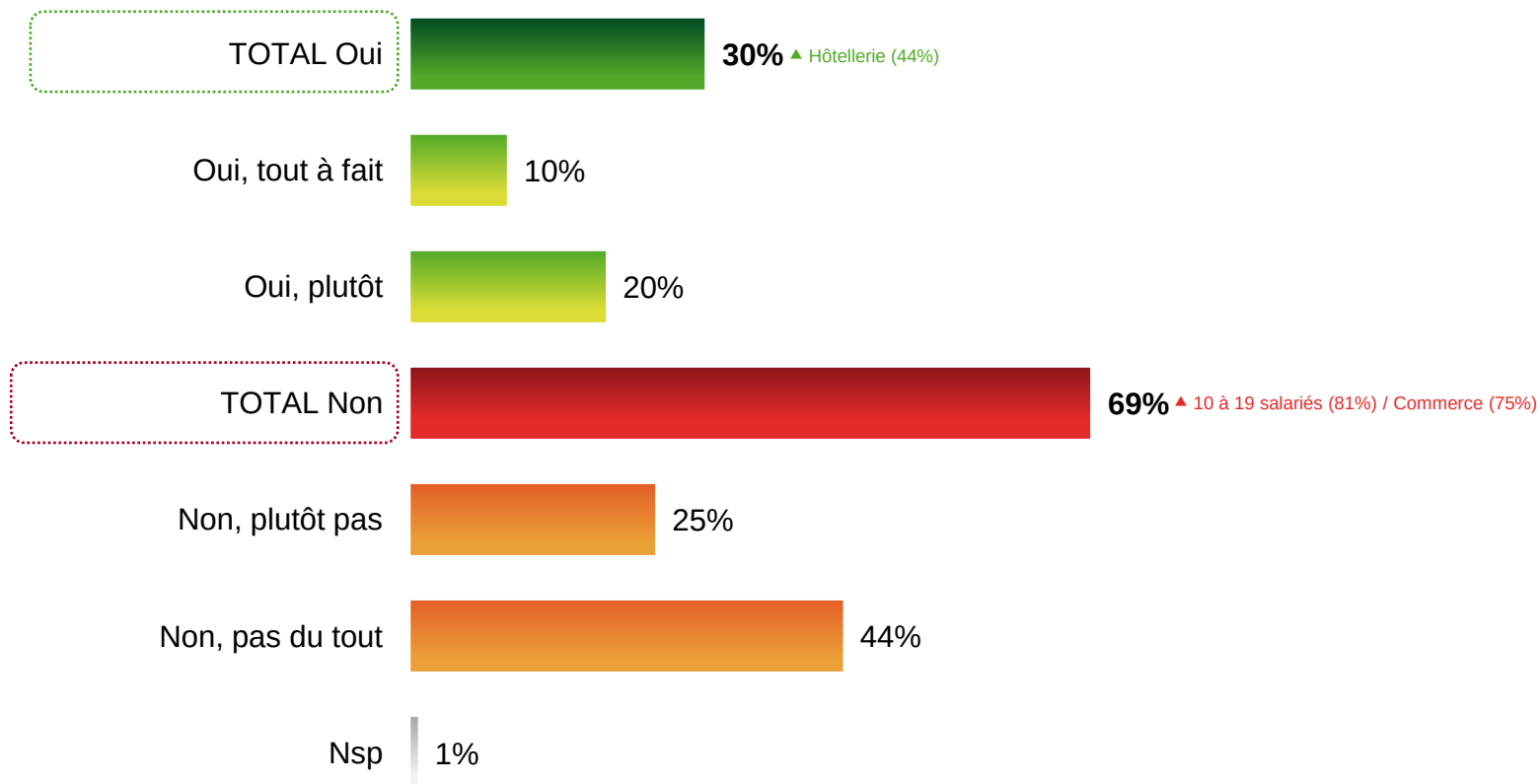
La hiérarchie des impôts à augmenter en priorité suit logiquement l'ordre inverse de celle observée s'agissant des taxes à réduire. Les patrons de TPE expriment ainsi très largement leur préférence, en cas de nouvelle hausse de la fiscalité, pour un relèvement de l'ISF (74%) et dans une moindre mesure des impôts sur les plus-values (58%).

Base : ensemble des TPE

Le jugement sur le caractère équitable de l'impôt sur le revenu

Question

Trouvez-vous équitable que seule la moitié des foyers français paient l'impôt sur le revenu ?



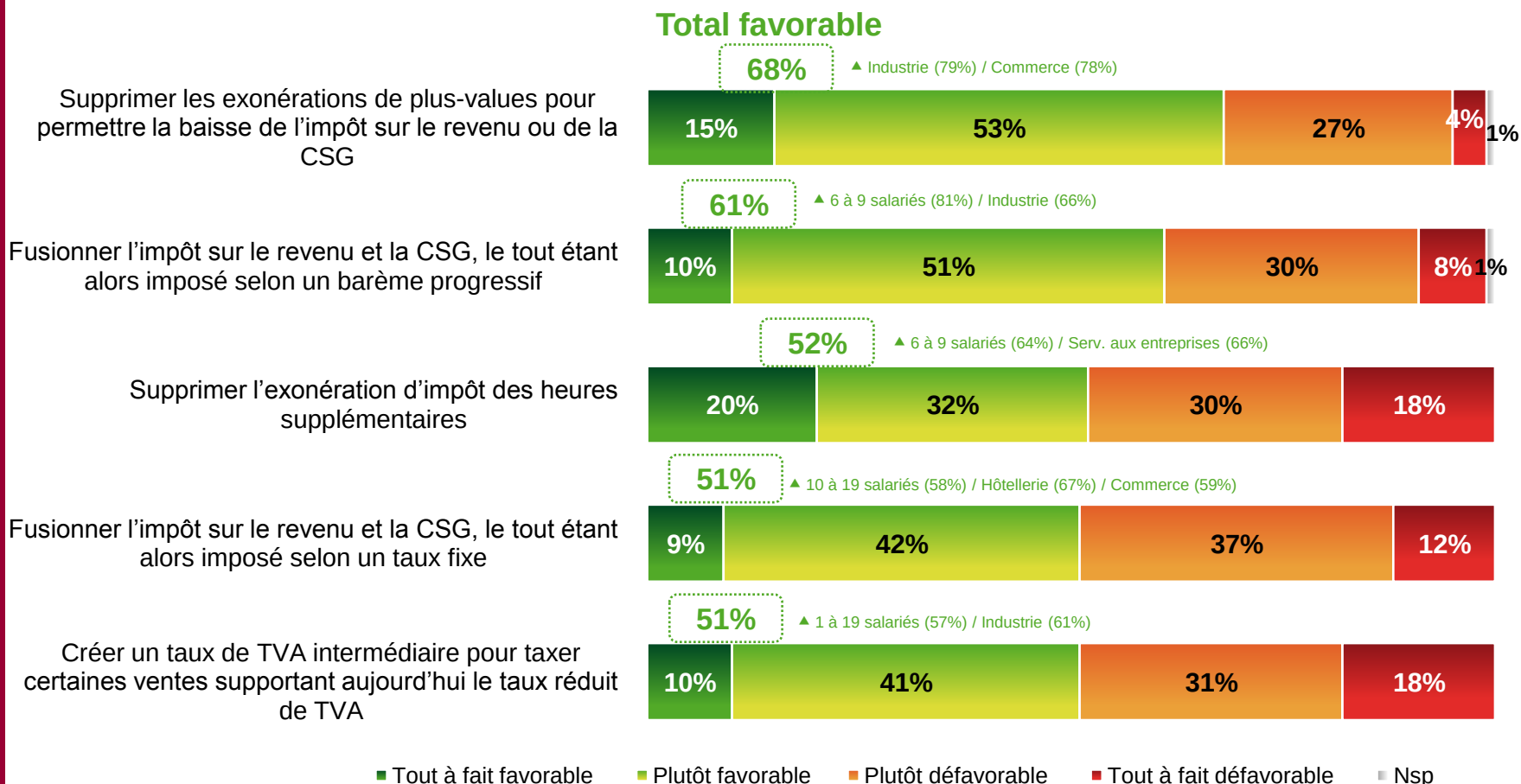
30% seulement des patrons de TPE estiment équitable que la moitié des français uniquement paient l'impôt sur le revenu, un score qui atteint quand même 44% dans l'hôtellerie.

Base : ensemble des TPE

L'adhésion à différentes propositions de campagne en matière de fiscalité

Question

Etes-vous favorable ou défavorable à la mise en place de chacune des mesures suivantes ?



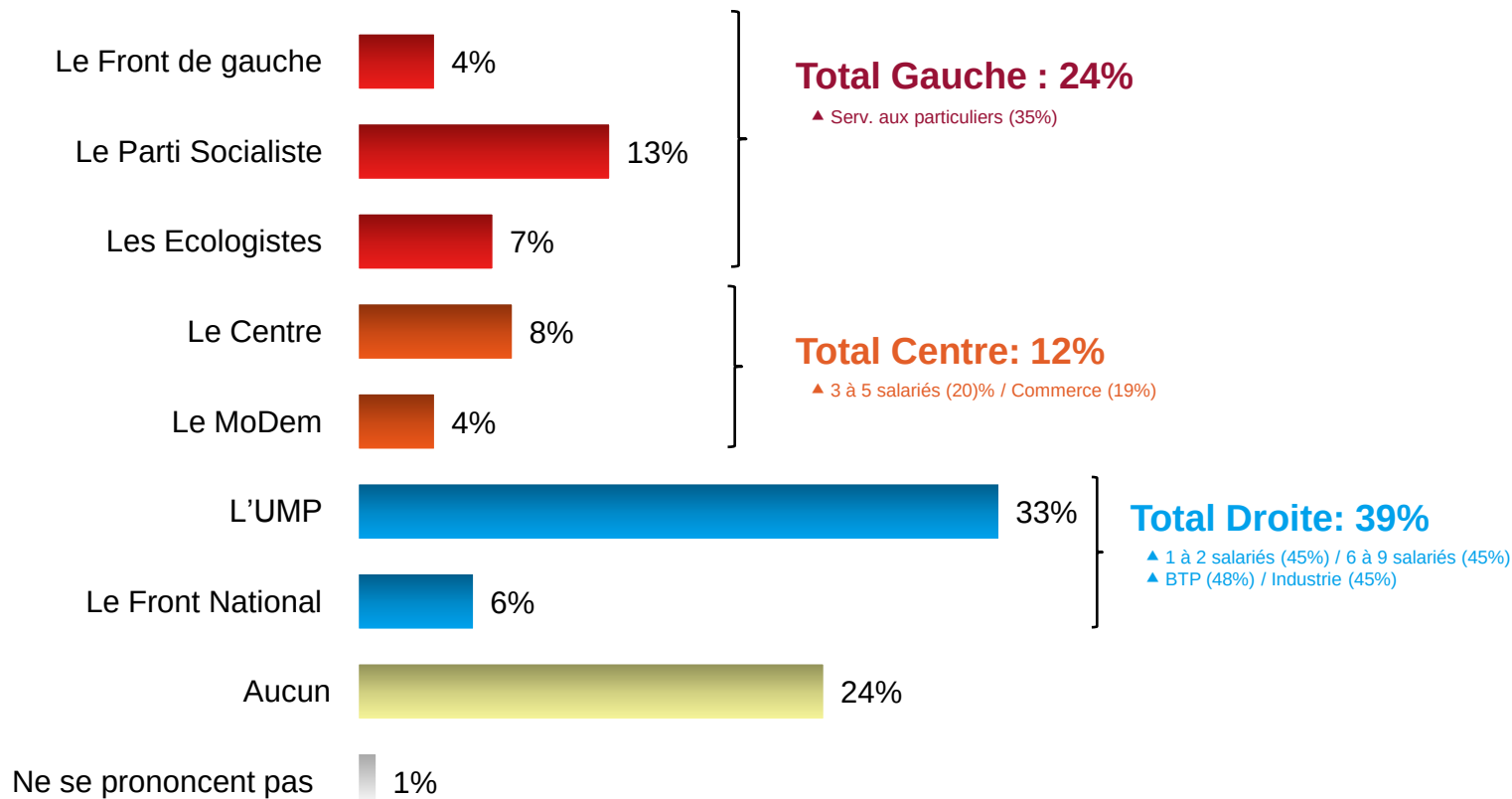
L'ensemble des propositions de campagne en matière de fiscalité recueille une adhésion majoritaire, mais à des degrés divers. Ainsi, si l'approbation de la suppression des exonérations de plus-values pour permettre la baisse de l'IR ou de la CSG est très large (68%), l'accueil est plus mitigé s'agissant de la suppression des exonérations sur les heures supplémentaires, du taux de TVA intermédiaire et de la fusion de l'IR et de la CSG pour créer un nouvel impôt à taux fixe.

Base : ensemble des TPE

Le parti politique jugé le plus efficace pour réformer la fiscalité

Question

A quel parti politique faites-vous le plus confiance pour réformer la fiscalité ?



Une majorité relative des TPE (39%) estime que la droite est la mieux positionnée pour réformer le système fiscal français, 24% faisant davantage confiance aux partis de gauche et 12% seulement au centre. Notons que 24%, soit une part non négligeable des dirigeants, ne fait confiance à aucun parti dans ce domaine.

Base : ensemble des TPE

L'élection présidentielle

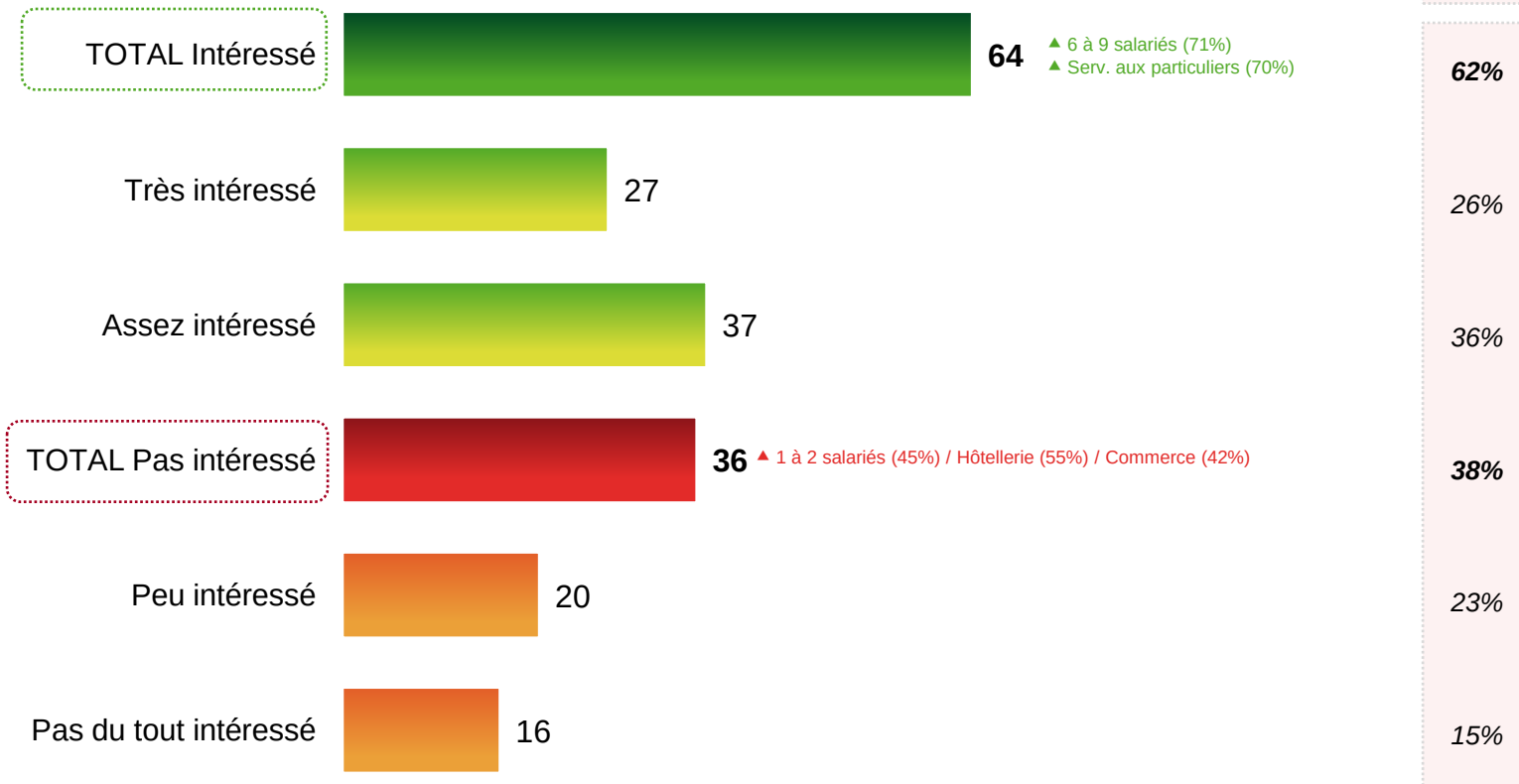
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'intérêt des patrons de TPE pour l'élection présidentielle de 2012

Question

A propos de l'actualité autour de la prochaine élection présidentielle qui aura lieu en France en 2012, diriez-vous que vous êtes... ?



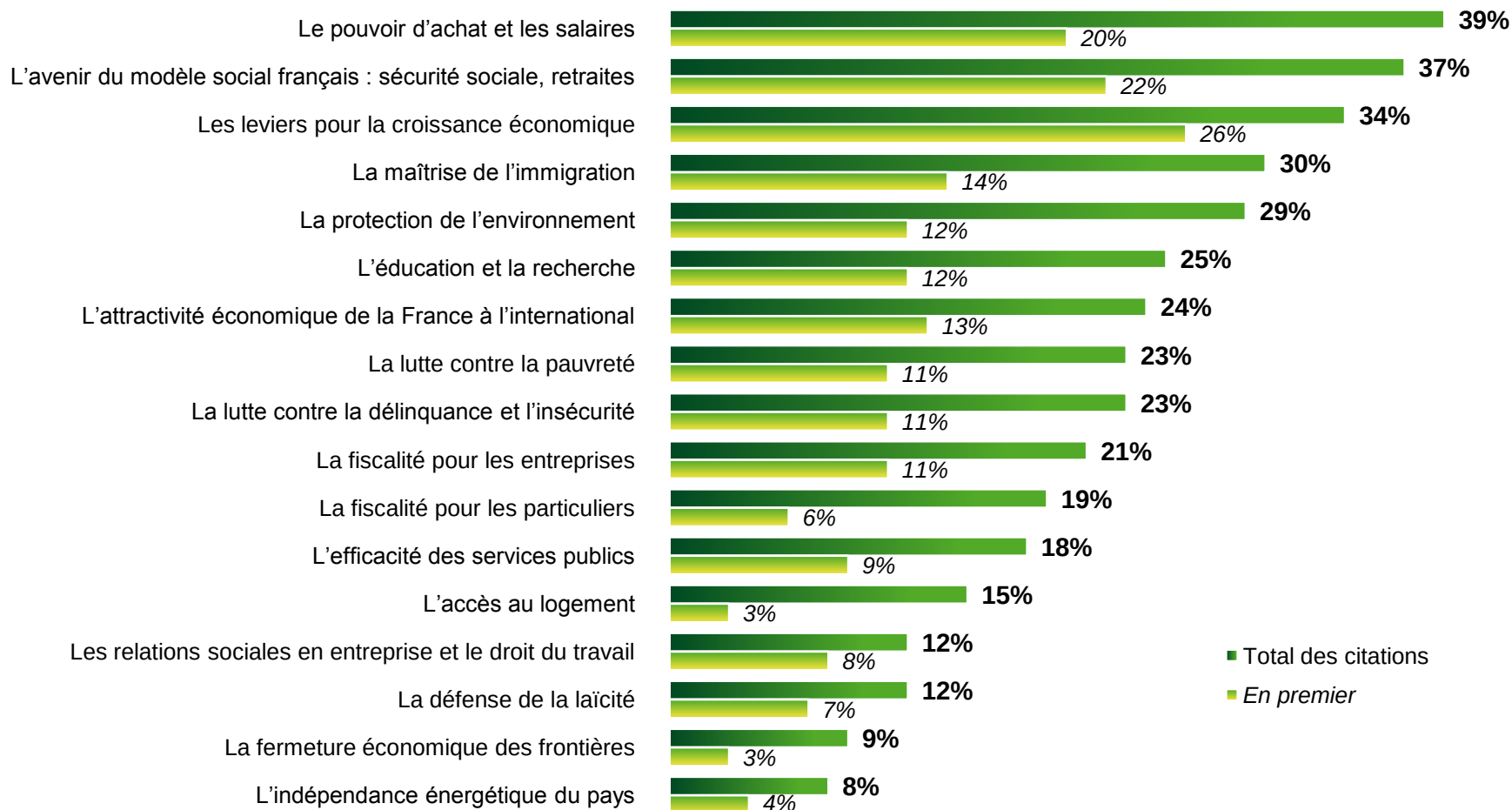
A un an de la séquence électorale, l'intérêt des patrons de TPE pour l'élection présidentielle s'avère déjà élevé (64%), de surcroît en légère hausse par rapport au mois de janvier (+2 points).

Base : ensemble des TPE

Présidentielle 2012 : les domaines d'action jugés prioritaires

Question

Pour lesquels des thèmes suivants attendez-vous en priorité des propositions concrètes de la part des candidats à l'élection présidentielle qui aura lieu en 2012 ?



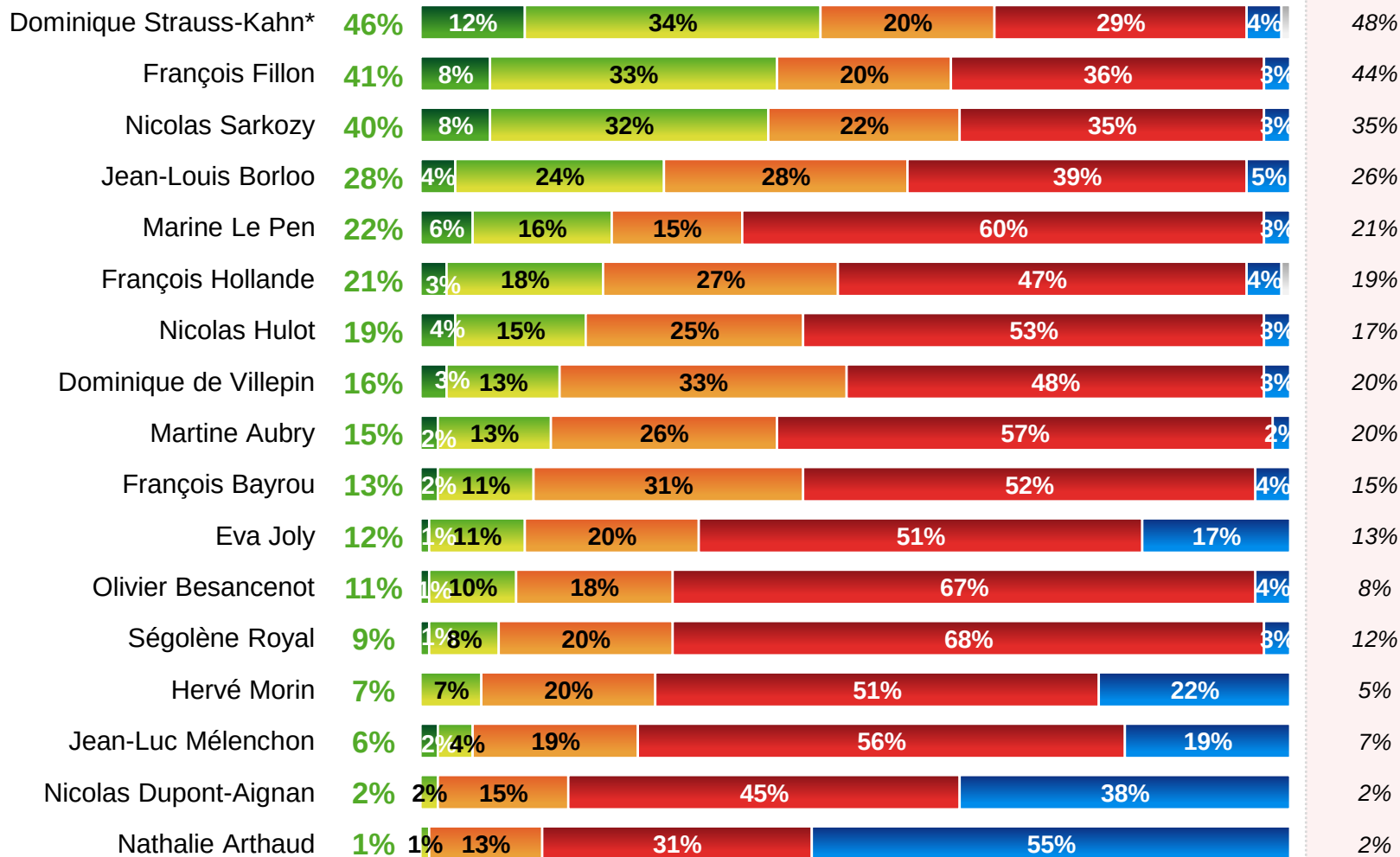
Les thématiques liées directement au quotidien des Français et au développement économique sont sans surprise celles qui suscitent le plus d'attentes en termes de propositions pour la campagne, en particulier le pouvoir d'achat, l'avenir de la sécurité sociale et des retraites et les leviers pour la croissance.

Présidentielle 2012 : le potentiel électoral de différentes personnalités

Question

Voici une liste de personnalités politiques. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire quelle est la probabilité que vous votiez pour elle, si elle est candidate, lors du premier tour de la prochaine élection présidentielle qui aura lieu en 2012 ?

Total Probable



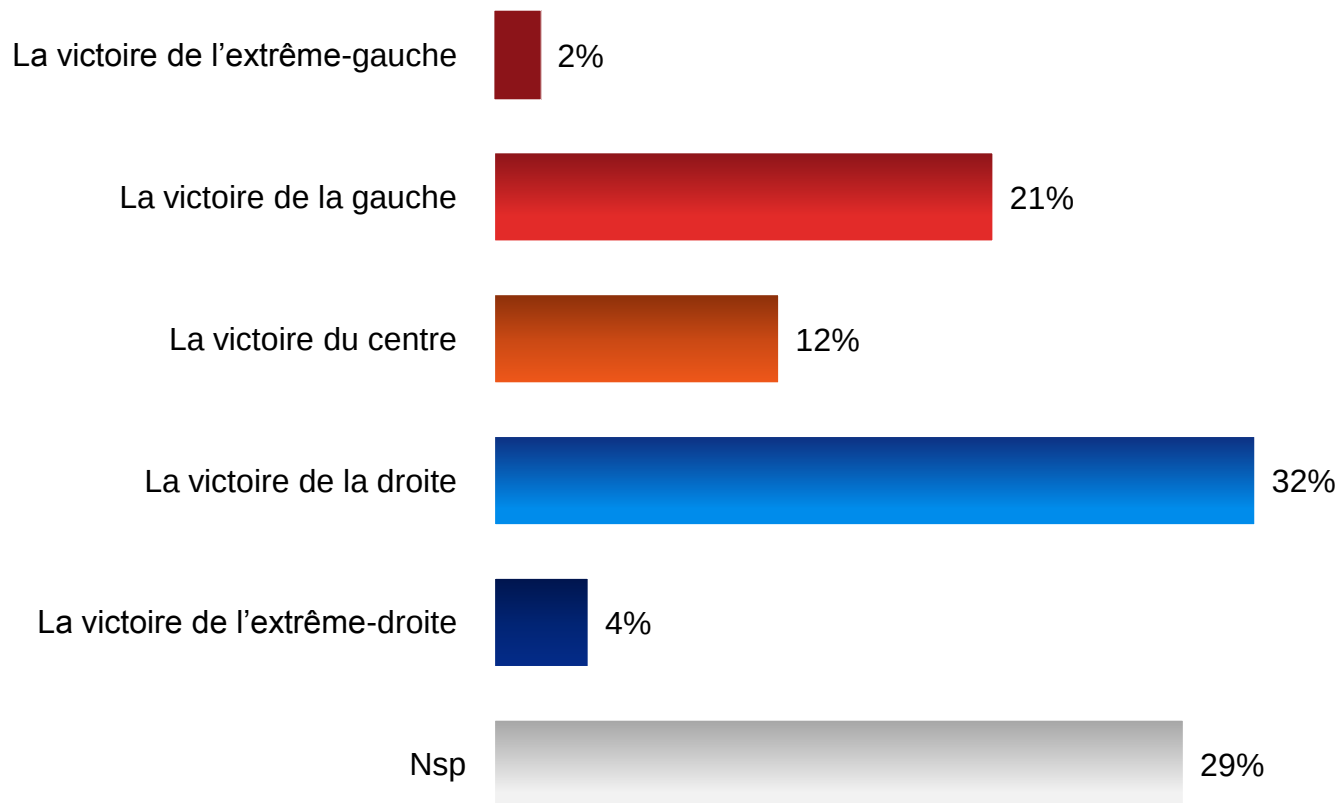
Rappel
janvier 2011
Total probable

■ Tout à fait probable ■ Plutôt probable ■ Plutôt pas probable ■ Pas du tout probable ■ Ne connaît pas ■ Nsp

Présidentielle 2012 : la victoire souhaitée de la droite ou de la gauche

Question

Pour la prochaine élection présidentielle, au fond de vous-même, souhaitez-vous plutôt la victoire de la gauche ou plutôt la victoire de la droite ?



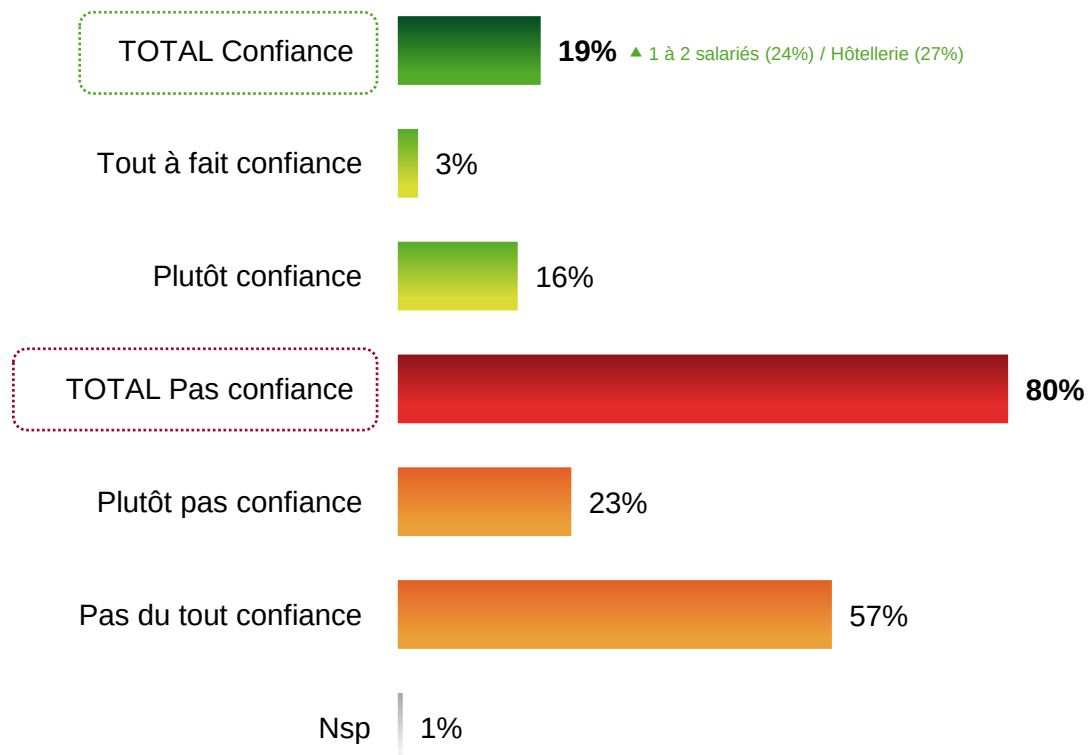
S'agissant du souhait de victoire pour 2012, la droite part favorite parmi les patrons de TPE, mais sa victoire n'est attendue que par un peu plus d'un dirigeant sur trois, à un niveau à peine supérieur à celui des indécis (36% contre 29%). Près d'un quart des dirigeants souhaite l'élection d'un candidat de gauche (23%).

Base : ensemble des TPE

La confiance dans le FN pour gérer efficacement les finances de l'Etat

Question

Vous personnellement, feriez-vous confiance ou pas confiance au Front National pour gérer efficacement les finances de l'Etat ?



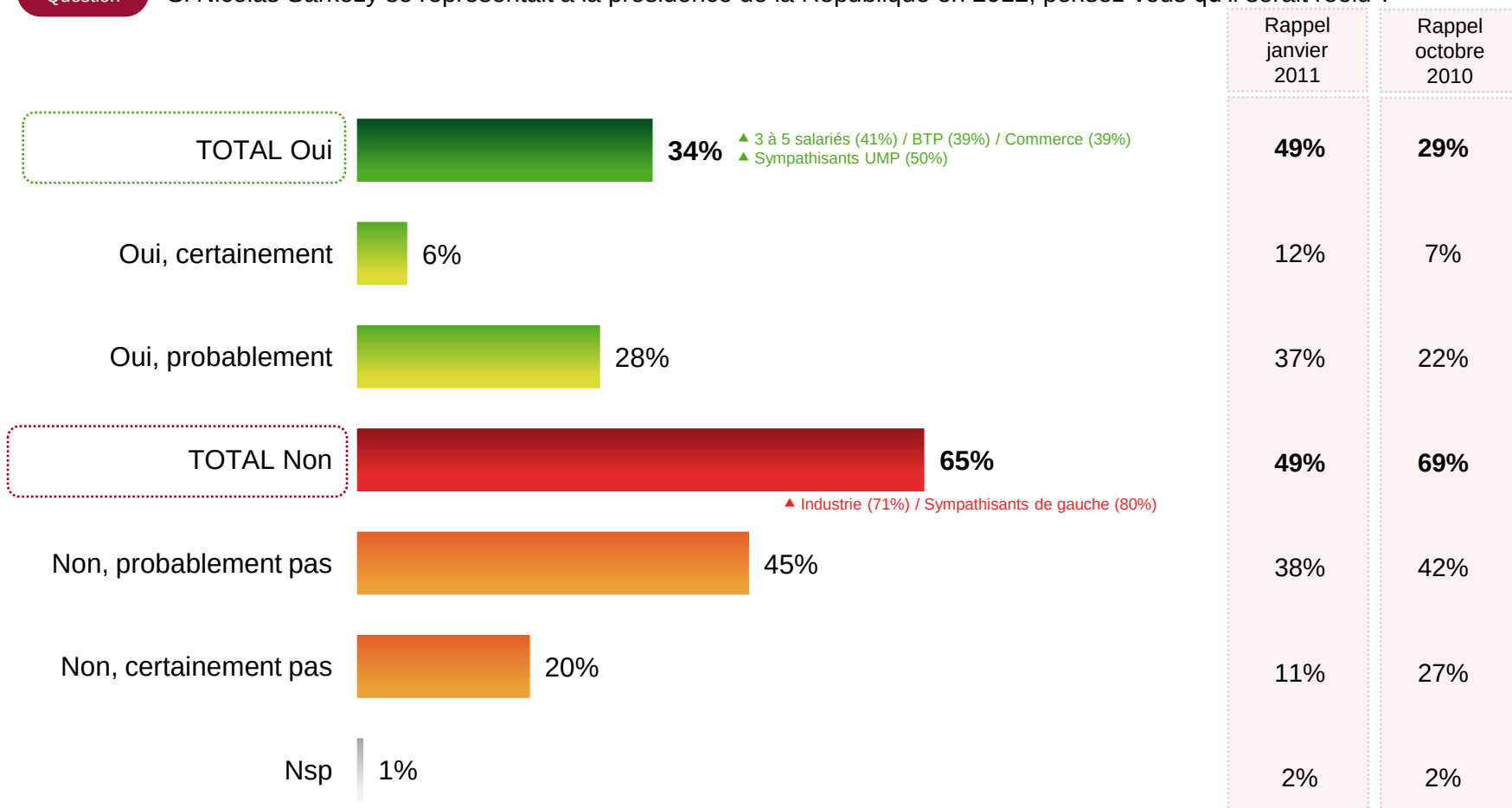
Malgré la montée de la popularité de Marine le Pen et l'insatisfaction exprimée à l'encontre du système fiscal actuel, la confiance dans le Front National pour gérer efficacement les finances de l'Etat s'avère plutôt faible (19%).

Base : ensemble des TPE

Le pronostic de la réélection de Nicolas Sarkozy en 2012

Question

Si Nicolas Sarkozy se représentait à la présidence de la République en 2012, pensez-vous qu'il serait réélu ?



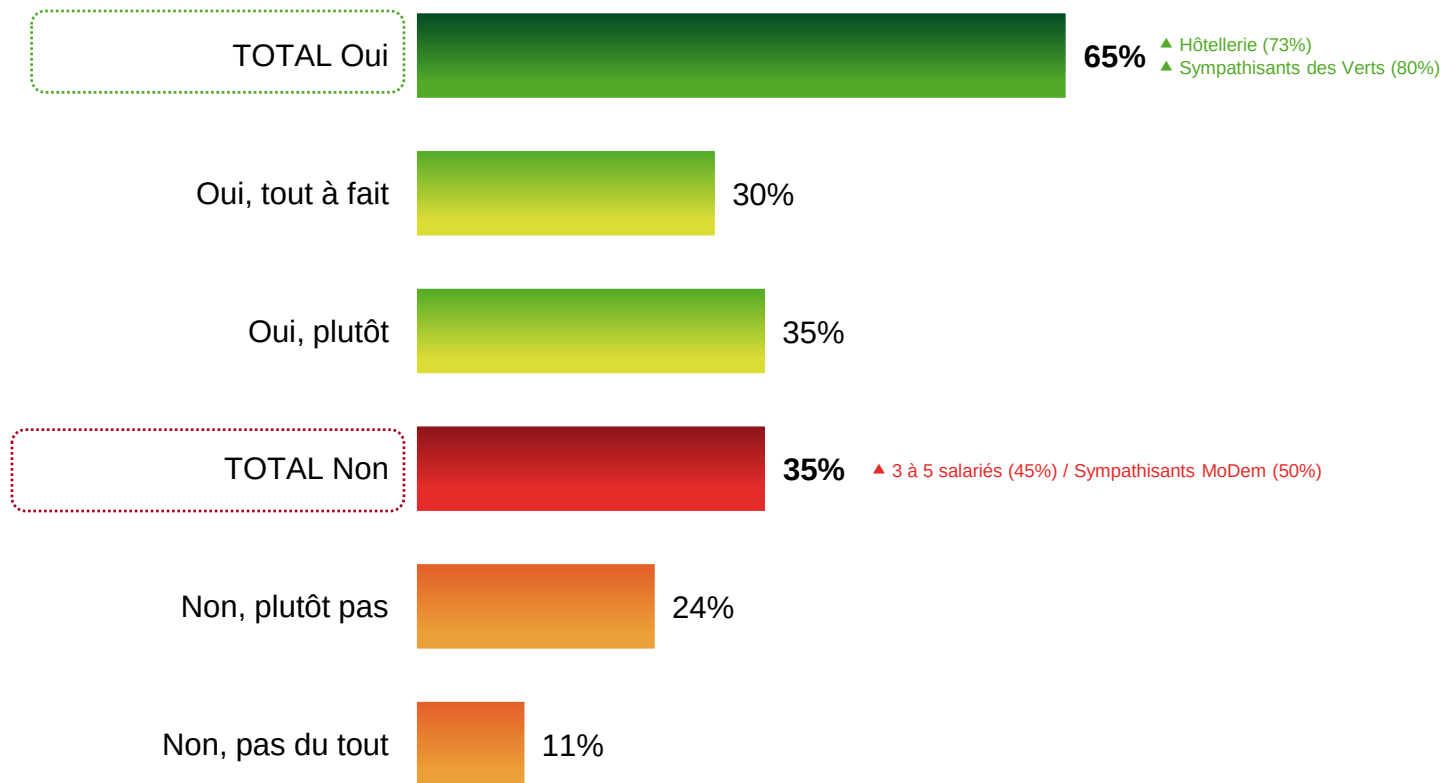
Le souhait de réélection de Nicolas Sarkozy, qui était en très forte progression au mois de janvier, recueille 15 points en trois mois et retrouve un niveau très légèrement supérieur à celui d'octobre dernier (34% contre 29%).

Base : ensemble des TPE

La confiance dans un candidat de la société civile sur le plan financier

Question

Pour redresser l'économie française et les finances de l'Etat, pensez-vous qu'un candidat issu de la société civile pourrait être plus efficace qu'un candidat issu du monde politique ?



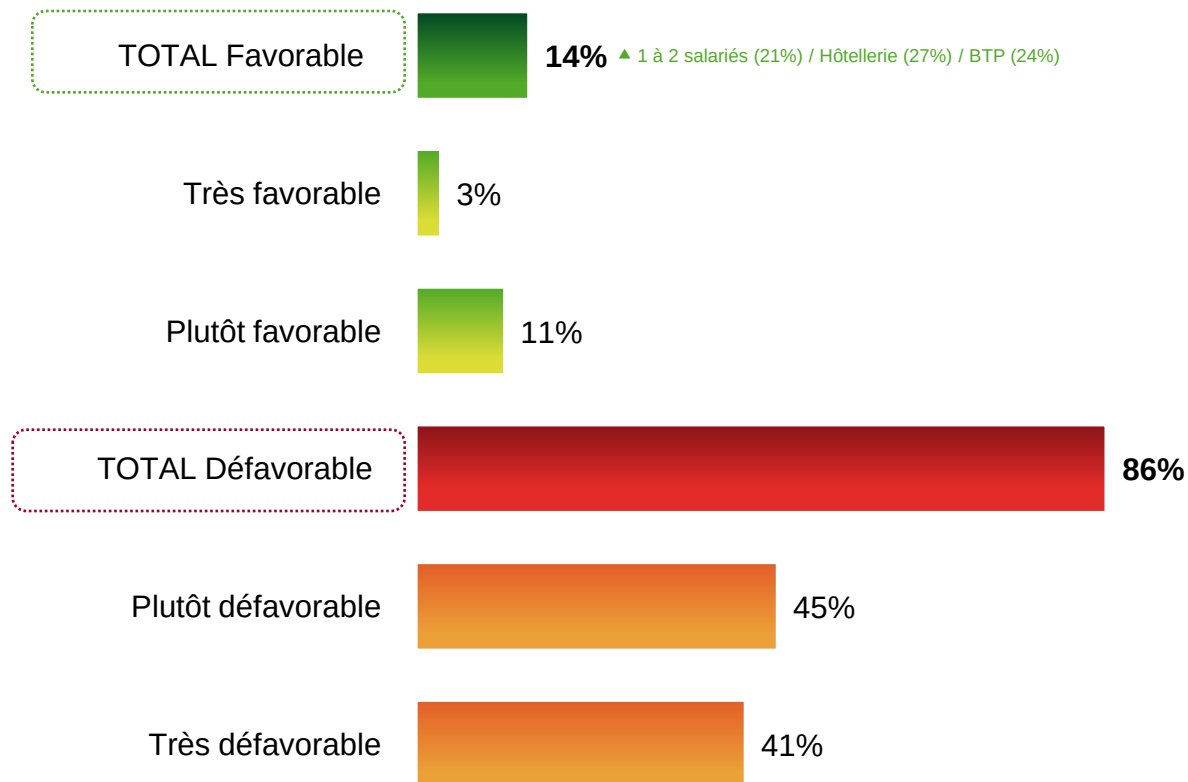
Près de deux patrons de TPE sur trois estiment qu'un candidat issu de la société civile pourrait être plus efficace qu'un candidat issu du monde politique, un score qui atteint même 80% auprès des sympathisants des Verts.

Base : ensemble des TPE

L'adhésion à la suppression du poste de premier Ministre

Question

Vous personnellement, seriez-vous favorable ou défavorable à la suppression du poste de premier Ministre ?



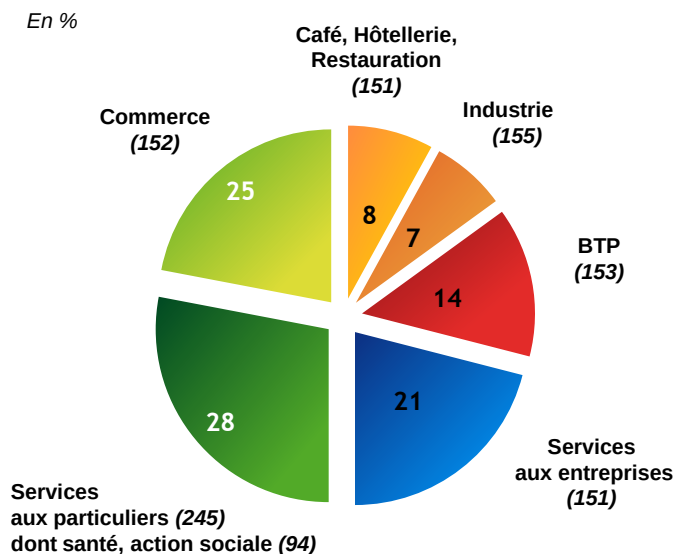
On constate un rejet massif de l'éventualité d'une suppression du poste de premier Ministre, signe à la fois de l'attachement et de l'utilité perçue de la fonction.

Base : ensemble des TPE

- Échantillon de 1 007 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 20 avril au 5 mai 2011.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

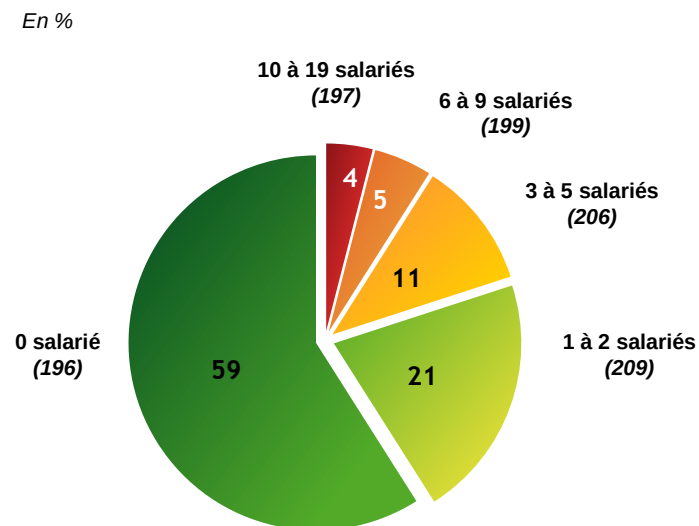
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

